

Appendices

TABLE DES MATIÈRES

- A. Statistiques opérationnelles
- B. Projets approuvés au titre des contributions volontaires
- C. Assistance technique aux pays les moins avancés (PMA)
- D. Fonds non réservés à des fins spécifiques
- E. Programme de partenariat pays (PCP)
- F. Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels
- G. Accords et autres arrangements conclus par l'ONUDI en 2022
- H. Présentations de pays/séminaires organisés par les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2022
- I. Représentation hors Siège
- J. Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI
- K. Apprentissage et perfectionnement en interne (personnel de l'ONUDI)
- L. Statistiques industrielles
- M. Indicateurs de résultats

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

APPENDICE A

STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES

Liste des tableaux

- 1A. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique de 2019 à 2022, par partenaire de financement
- 1B. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2022, par partenaire de financement
2. Activités de coopération technique : montant net des crédits approuvés au titre des projets et dépenses de 2019 à 2022
- 3A. Activités de coopération technique : montant net des projets/subventions approuvés en 2021 et 2022, par partenaire de financement
- 3B. Activités de coopération technique : montant net des projets approuvés en 2022, par partenaire de financement et par région
4. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2021 et 2022, par partenaire de financement et par élément de projet
5. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2022, par domaine d'activité et par région
6. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique de 2019 à 2022, par région
7. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2022, par région
8. Dépenses imputées au budget ordinaire et au budget opérationnel en 2022, par résultat et par objet de dépense

Tableau 1A
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a de 2019 à 2022,
par partenaire de financement
(En milliers de dollars É.-U.)

	2019	2020	2021	2021	%
<i>Grand partenaire de financement</i>					
États Membres ^b	61 597	56 844	65 450	62 554	34,7 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	55 250	56 126	44 485	45 457	25,2 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	34 208	23 353	19 134	17 111	9,5 %
Union européenne (UE)	21 329	25 935	34 517	34 530	19,2 %
Autres pays ^c	5 742	3 889	4 574	5 227	2,9 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	4 800	3 507	4 396	5 746	3,2 %
Organismes des Nations Unies ^e	5 479	6 074	5 451	7 661	4,2 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	1 854	1 945	1 391	1 977	1,1 %
Total	190 259	177 673	179 398	180 263	100,0 %

^a Dont 0,3 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Tableau 1B
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2022,
par partenaire de financement
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>États Membres^b</i>	<i>(milliers de dollars)</i>	<i>%</i>
Allemagne	5 666	3,1 %
Autriche	807	0,4 %
Bahreïn	1 359	0,8 %
Bangladesh	547	0,3 %
Brésil	36	0,0 %
Cameroun	82	0,0 %
Chine	3 873	2,1 %
Colombie	112	0,1 %
Espagne	75	0,0 %
Éthiopie	710	0,4 %
Fédération de Russie	1 324	0,7 %
Finlande	494	0,3 %
Guinée	(2)	0,0 %
Inde	1 330	0,7 %
Indonésie	7	0,0 %
International ^c	444	0,2 %
Iran (République islamique d')	127	0,1 %
Italie	7 821	4,3 %
Japon	13 299	7,4 %
Liban	11	0,0 %
Maroc	947	0,5 %
Monaco	34	0,0 %
Mongolie	333	0,2 %
Nigéria	338	0,2 %
Norvège	2 327	1,3 %
Pakistan	(30)	0,0 %
Pérou	18	0,0 %
Pologne	177	0,1 %
République de Corée	1 017	0,6 %
République-Unie de Tanzanie	1	0,0 %
Sao Tomé-et-Principe	181	0,1 %
Sénégal	269	0,1 %
Slovénie	278	0,2 %
Soudan	24	0,0 %

<i>États Membres^b</i>	<i>(milliers de dollars)</i>	<i>%</i>
Suède	6 811	3,8 %
Suisse	11 531	6,4 %
Tchéquie	54	0,0 %
Timor-Leste	48	0,0 %
Türkiye	51	0,0 %
Venezuela (République bolivarienne du)	23	0,0 %
	62 554	34,7 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	45 457	25,2 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	17 111	9,5 %
Union européenne (UE)	34 530	19,2 %
Autres pays^d		
Australie	974	0,5 %
Belgique	277	0,2 %
Canada	660	0,4 %
États-Unis d'Amérique	3 281	1,8 %
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	35	0,0 %
	5 227	2,9 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA^e	5 746	3,2 %
Organismes des Nations Unies^f	7 661	4,2 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé^g	1 977	1,1 %
Total	180 263	100,0 %

^a Dont 0,3 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Projets interrégionaux, régionaux et mondiaux.

^d Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^e RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^f Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^g Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 2
Activités de coopération technique^a : montant net des crédits approuvés au titre des projets et dépenses de 2019 à 2022
(En millions de dollars É.-U.)

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	<i>Total</i>				<i>États Membres^b</i>				<i>Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</i>				<i>Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal</i>			
	<i>Union européenne (UE)</i>				<i>Autres pays^c</i>				<i>Programme ordinaire de coopération technique et RSA^d</i>				<i>Organismes des Nations Unies^e</i>			
Report des crédits non utilisés	418,9	383,3	348,6	366,5	79,4	88,5	95,4	102,2	223,2	196,1	151,8	153,2	69,0	50,9	43,4	47,0
Montant net des crédits approuvés pour l'année	154,7	143,0	197,3	200,0	70,7	63,7	72,3	62,8	28,2	11,8	45,9	57,2	16,1	15,9	22,7	18,7
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	573,6	526,3	545,9	566,5	150,1	152,2	167,7	165,0	251,4	207,9	197,7	210,4	85,1	66,8	66,1	65,7
Dépenses	190,3	177,7	179,4	180,3	61,6	56,8	65,5	62,6	55,3	56,1	44,5	45,5	34,2	23,4	19,1	17,1
Crédits non utilisés à reporter	383,3	348,6	366,5	386,2	88,5	95,4	102,2	102,4	196,1	151,8	153,2	164,9	50,9	43,4	47,0	48,6
Report des crédits non utilisés	27,4	31,3	35,7	40,6	7,3	4,1	7,6	4,9	5,1	5,1	5,8	8,2	6,1	6,4	7,4	9,2
Montant net des crédits approuvés pour l'année	25,2	30,3	39,4	41,9	2,5	7,4	1,9	4,6	4,8	4,2	6,8	4,1	5,8	7,1	7,2	6,5
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	52,6	61,6	75,1	82,5	9,8	11,5	9,5	9,5	9,9	9,3	12,6	12,3	11,9	13,5	14,6	15,7
Dépenses	21,3	25,9	34,5	34,5	5,7	3,9	4,6	5,2	4,8	3,5	4,4	5,7	5,5	6,1	5,4	7,7
Crédits non utilisés à reporter	31,3	35,7	40,6	48,0	4,1	7,6	4,9	4,3	5,1	5,8	8,2	6,6	6,4	7,4	9,2	8,0

	2019	2020	2021	2022
	<i>Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé^f</i>			
Report des crédits non utilisés	1,4	0,9	1,5	1,2
Montant net des crédits approuvés pour l'année	1,4	2,6	1,1	4,2
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	2,8	3,5	2,6	5,4
Dépenses	1,9	2,0	1,4	2,0
Crédits non utilisés à reporter	0,9	1,5	1,2	3,4

^a Dont 0,3 million de dollars des États-Unis de dépenses et 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Tableau 3A
Activités de coopération technique^a : montant net des projets/subventions approuvés en 2021 et 2022, par partenaire de financement
(En milliers de dollars É.-U.)

Grand partenaire de financement	Nouveaux projets/subventions approuvés			Projets/subventions révisés			Montant total net des projets/subventions approuvés/révisés (milliers de dollars É.-U.)	%
	Nombre de projets/subventions	Montant des projets/subventions (milliers de dollars É.-U.)	Montant moyen des projets/subventions (milliers de dollars É.-U.)	Nombre de projets/subventions	Montant des révisions (milliers de dollars É.-U.)	Montant moyen des révisions (milliers de dollars É.-U.)		
2022								
États Membres ^b	50	27 707	554	344	35 128	102	62 835	31,4 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	39	59 642	1 529	172	(2 486)	(14)	57 156	28,6 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	66	20 377	309	284	(1 725)	(6)	18 652	9,3 %
Union européenne (UE)	7	14 917	2 131	34	26 968	793	41 885	20,9 %
Autres pays ^c	5	1 900	380	15	2 705	180	4 605	2,3 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	55	4 143	75	192	9	0	4 152	2,1 %
Organismes des Nations Unies ^e	13	1 745	134	42	4 725	113	6 470	3,2 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	11	3 114	283	33	1 111	34	4 225	2,1 %
Total	246	133 545	543	1 116	66 435	60	199 980	
2021								
États Membres ^b	72	35 076	487	358	37 266	104	72 342	36,7 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	25	48 878	1 955	180	(3 023)	(17)	45 855	23,2 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	74	23 581	319	271	(897)	(3)	22 684	11,5 %
Union européenne (UE)	3	5 304	1 768	37	34 035	920	39 339	19,9 %
Autres pays ^c	0	0		17	1 937	114	1 937	1,0 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	50	4 912	98	185	1 893	10	6 805	3,4 %
Organismes des Nations Unies ^e	13	4 118	317	45	3 118	69	7 236	3,7 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	8	1 281	160	28	(223)	(8)	1 058	0,5 %
Total	245	123 150	503	1 121	74 106	66	197 256	

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 3B
Activités de coopération technique^a : montant net des projets approuvés en 2022, par partenaire de financement et par région
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Grand partenaire de financement</i>	<i>Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)^b</i>	<i>États arabes d'Afrique</i>	<i>Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)</i>	<i>États arabes d'Asie occidentale</i>	<i>Europe et Asie centrale</i>	<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	<i>Projets mondiaux et interrégionaux^c</i>	<i>Total</i>
États Membres ^b	22 050	6 243	8 308	4 873	2 425	4 380	14 556	62 835
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	20 348	1 780	11 209	1 137	2 154	5 349	15 179	57 156
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	7 379	2 261	3 054	1 457	1 807	2 694	0	18 652
Union européenne (UE)	17 264	3 217	7 946	2 262	2 365	(30)	8 861	41 885
Autres pays ^c	1 337	498	20	0	0	0	2 750	4 605
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	1 585	8	186	(17)	160	91	2 139	4 152
Organismes des Nations Unies ^e	1 135	2 423	635	462	99	717	999	6 470
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	2 032	0	67	923	0	199	1 004	4 225
Total	73 130	16 430	31 425	11 097	9 010	13 400	45 488	199 980
Total (Afrique)	89 560							
Total (États arabes)	27 527							

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 4
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2021 et 2022, par partenaire de financement et par élément de projet
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Grand partenaire de financement</i>	<i>Personnel engagé au titre des projets</i>	<i>Sous-traitance</i>	<i>Bourses et formation</i>	<i>Matériel</i>	<i>Divers</i>	<i>Total</i>
2022						
États Membres ^b	34 340	15 393	5 101	4 867	2 853	62 554
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	8 967	33 677	698	1 465	650	45 457
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	4 227	8 659	606	3 505	114	17 111
Union européenne (UE)	15 317	11 539	2 496	4 005	1 173	34 530
Autres pays ^c	1 984	2 540	568	60	75	5 227
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	4 505	827	267	20	127	5 746
Organismes des Nations Unies ^e	3 632	2 476	471	943	139	7 661
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	491	1 362	70	3	51	1 977
Total	73 463	76 473	10 277	14 868	5 182	180 263
%	40,8 %	42,4 %	5,7 %	8,2 %	2,9 %	
2021						
États Membres ^b	31 410	24 400	2 347	4 829	2 464	65 450
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	9 984	31 086	199	2 164	1 052	44 485
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	3 515	11 398	686	3 309	226	19 134
Union européenne (UE)	11 917	15 586	2 193	3 961	860	34 517
Autres pays ^c	1 846	1 904	541	125	158	4 574
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	3 483	571	180	45	117	4 396
Organismes des Nations Unies ^e	2 477	2 242	114	397	221	5 451
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	509	729	34	–	119	1 391
Total	65 141	87 916	6 294	14 830	5 217	179 398
%	36,3 %	49,0 %	3,5 %	8,3 %	2,9 %	

^a Dont 0,3 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Tableau 5
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2022,
par domaine d'activité et par région
(En milliers de dollars É.-U.)

	<i>Afrique</i> <i>(à l'exclusion des</i> <i>États arabes</i> <i>d'Afrique)</i>	<i>États arabes</i> <i>d'Afrique</i>	<i>Asie et Pacifique</i> <i>(à l'exclusion des États</i> <i>arabes d'Asie</i> <i>occidentale)</i>	<i>États arabes d'Asie</i> <i>occidentale</i>	<i>Europe et Asie</i> <i>centrale</i>	<i>Amérique latine et</i> <i>Caraïbes</i>	<i>Projets</i> <i>mondiaux et</i> <i>interrégionaux</i>	<i>Total</i>	<i>%</i>
Prosperité partagée grâce à l'industrie	20 243	7 011	5 247	2 904	68	1 170	1 314	37 957	21,1 %
Compétitivité économique	12 174	1 726	5 363	1 539	1 939	2 572	10 501	35 814	19,9 %
Industrie écologiquement viable	13 107	6 947	23 693	4 161	10 461	18 715	20 133	97 217	53,9 %
Services transversaux	2 083	26	310	605	162	323	5 766	9 275	4,4 %
Total	47 607	15 710	34 613	9 209	12 630	22 780	37 714	180 263	
Total (Afrique)	63 317								
Total (États arabes)	24 919								

^a Dont 0,3 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

Tableau 6
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a de 2019 à 2022, par région
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Région</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>
<i>Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)</i>				
Projets de pays	36 185	34 391	40 267	41 415
Projets régionaux	6 380	3 338	3 492	6 192
Total partiel	42 565	37 729	43 759	47 607
<i>États arabes d'Afrique</i>				
Projets de pays	16 871	16 288	16 568	14 941
Projets régionaux	799	64	7	769
Total partiel	17 670	16 224	16 575	15 710
<i>Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)</i>				
Projets de pays	52 410	50 832	41 622	33 626
Projets régionaux	3 612	2 578	2 495	987
Total partiel	56 022	53 410	44 117	34 613
<i>États arabes d'Asie occidentale</i>				
Projets de pays	9 473	5 254	6 002	8 741
Projets régionaux	2 443	1 002	374	468
Total partiel	11 916	6 256	6 376	9 209
<i>Europe et Asie centrale</i>				
Projets de pays	8 576	7 369	9 764	11 875
Projets régionaux	5 559	5 565	365	755
Total partiel	14 135	12 934	10 129	12 630

<i>Région</i>	2019	2020	2021	2022
Amérique latine et Caraïbes				
Projets de pays	13 459	13 861	16 418	20 772
Projets régionaux	3 141	4 193	3 267	2 008
Total partiel	16 600	18 054	19 685	22 780
Projets mondiaux et interrégionaux	31 351	33 066	38 757	37 714
Total	190 259	177 673	179 398	180 263

^a Dont 0,3 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

	<i>Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)</i>		<i>États arabes d'Afrique</i>		<i>Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)</i>		<i>États arabes d'Asie occidentale</i>		<i>Europe et Asie centrale</i>		<i>Amérique latine et Caraïbes</i>		<i>Projets mondiaux et interrégionaux</i>		<i>Total</i>	
	%		%	%		%		%	%		%	%		%		%
B. Par élément de projet																
Personnel engagé au titre des projets	18 941	39,8 %	6 377	40,6 %	11 603	33,5 %	4 396	47,7 %	2 948	23,3 %	8 014	35,2 %	21 184	56,2 %	73 463	40,8 %
Sous-traitance	15 074	31,7 %	4 844	30,8 %	20 030	57,9 %	2 232	24,2 %	8 994	71,2 %	11 770	51,7 %	13 529	35,9 %	76 473	42,4 %
Bourses et formation	3 726	7,8 %	2 104	13,4 %	1 133	3,3 %	831	9,0 %	183	1,4 %	656	2,9 %	1 644	4,4 %	10 277	5,7 %
Matériel	8 134	17,1 %	1 949	12,4 %	1 103	3,2 %	1 317	14,3 %	319	2,5 %	1 683	7,4 %	363	1,0 %	14 868	8,2 %
Divers	1 732	3,6 %	436	2,8 %	744	2,1 %	433	4,7 %	186	1,5 %	657	2,9 %	994	2,6 %	5 182	2,9 %
Total	47 607		15 710		34 613		9 209		12 630		22 780		37 714		180 263	

^a Dont 0,3 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 8
Dépenses imputées au budget ordinaire et au budget opérationnel
en 2022, par résultat et par objet de dépense
(En milliers d'euros)

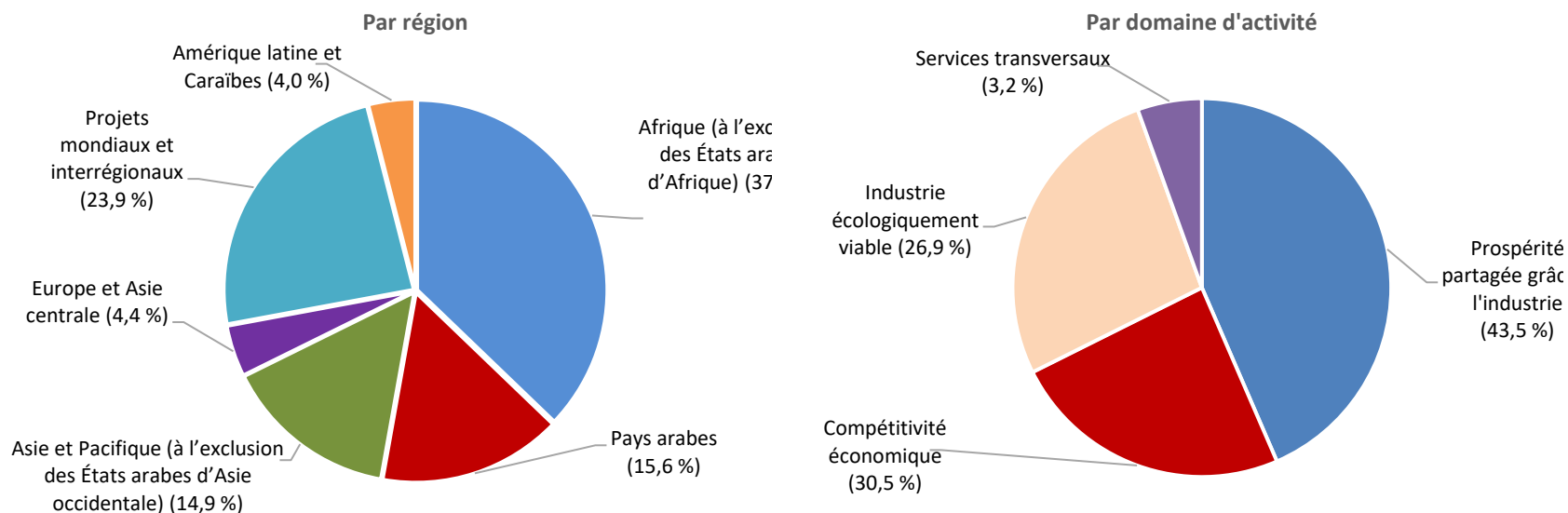
<i>Programme</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	
<i>Programme</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	<i>Consultants</i>	<i>Réunions</i>	<i>Voyages</i>	<i>Programme ordinaire de coopération technique a/</i>	<i>Dépenses diverses</i>	<i>Total pour 2022</i>	
<i>Dépenses</i>								
<i>Résultat</i>								
1	Politiques et stratégies de développement industriel inclusif et durable et de réalisation des ODD	17 117,0	271,3	0,0	496,8	1 385,9	2 105,4	21 376,4
2	Écosystèmes industriels favorables	10 671,1	165,0	0,0	167,4	1 385,9	496,8	12 886,2
3	Entreprises innovantes, inclusives et durables	8 387,1	194,2	0,0	153,3	1 428,2	547,0	10 709,7
4	Gestion stratégique efficace axée sur les résultats	9 951,5	77,4	0,0	130,7	0,0	646,4	10 806,0
5	Excellence des services et opérations internes	13 853,6	10,3	0,0	35,9	0,0	2 283,3	16 183,1
	<i>Total partiel</i>	59 980,2	718,1	0,0	984,0	4 200,0	6 078,9	71 961,3
7	Coûts indirects	3 831,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 824,4	12 655,4
	<i>Total (dépenses)</i>	63 811,2	718,1	0,0	984,0	4 200,0	14 903,3	84 616,6
	Contributions des gouvernements aux frais de fonctionnement des bureaux hors Siège	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	345,7	345,7
	Recettes accessoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 960,2	1 960,2
	<i>Total (recettes)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 306,0	2 306,0
	TOTAL GÉNÉRAL (montants nets)	63 811,2	718,1	0,0	984,0	4 200,0	12 597,4	82 310,7
GESTION DES BÂTIMENTS								
<i>Dépenses</i>								
GESTION DES BÂTIMENTS								
61	Gestion commune des bâtiments	8 359,8	20,7	0,0	2,5	0,0	13 027,2	21 410,2
62	Gestion conjointe des bâtiments	358,7	0,0	0,0	0,0	0,0	716,9	1 075,6
	<i>Total (dépenses)</i>	8 718,4	20,7	0,0	2,5	0,0	13 744,2	22 485,8

Note : Les coûts totaux de gestion des bâtiments sont partagés entre tous les usagers ; les dépenses indiquées ci-dessus sont intégralement recouvrées. La part nette de l'ONUDI est comptabilisée dans le résultat 7 ci-dessus.

^a Représente l'intégralité des crédits ouverts pour 2022 qui ont été transférés au compte spécial du programme ordinaire de coopération technique.

APPENDICE B

PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Montants nets approuvés des contributions versées par les pays en 2022^{a, b}

Région	Dollars É.-U. (en milliers)	%	Domaine d'activité	Dollars É.-U. (en milliers)	%
Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)	40 650	37,2 %	Compétitivité économique	47 567	43,5 %
Pays arabes	17 092	15,6 %	Prosperité partagée grâce à l'industrie	26 368	24,1 %
Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)	16 274	14,9 %	Industrie écologiquement viable	29 369	26,9 %
Europe et Asie centrale	4 790	4,4 %	Services transversaux	6 021	5,5 %
Projets mondiaux et interrégionaux	26 168	23,9 %			
Amérique latine et Caraïbes	4 351	4,0 %			
TOTAL	109 325	100 %	TOTAL	109 325	100 %

^a Y compris les projets financés par les États Membres, l'Union européenne et d'autres pays au titre du Fonds de développement industriel et de fonds d'affectation spéciale, dont les fonds d'affectation spéciale financés par des tiers, les fonds d'affectation spéciale autofinancés, les fonds d'affectation spéciale thématiques et les fonds d'affectation spéciale pour les partenariats (alimentés notamment par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^b Y compris le programme relatif aux experts associés et aux administrateurs auxiliaires (2,2 millions de dollars É.-U.).

APPENDICE C
ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS
Tableau 1 : Dépenses^a, par pays et par partenaire de financement, en 2022
(En milliers de dollars É.-U.)

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Afrique									
Angola	37	5	–	–	–	–	–	–	42
Bénin	–	–	4	–	–	14	–	–	18
Burkina Faso	–	0	-2	–	–	–	–	–	-2
Burundi	–	160	4	–	–	0	–	–	164
Comores	–	–	–	254	–	-1	–	–	253
Érythrée	194	–	0	–	–	–	–	–	194
Éthiopie	3 890	24	1	2 394	–	98	291	–	6 698
Gambie	–	247	0	720	–	23	–	–	990
Guinée	-2	-3	13	906	–	83	-3	–	994
Guinée-Bissau	0	–	0	1 083	–	–	528	–	1 611
Lesotho	–	–	3	–	–	–	–	29	32
Libéria	1 830	–	7	4 825	–	0	–	–	6 662
Madagascar	283	568	19	-30	–	99	15	–	954
Malawi	–	–	123	–	–	–	–	–	123
Mali	–	88	–	–	–	–	13	–	101
Mauritanie	–	0	0	–	–	11	–	–	11
Mozambique	1 265	412	28	1 638	–	–	–	–	3 343
Niger	–	–	264	–	–	8	–	–	272
Ouganda	1 048	-1	9	–	–	–	–	–	1 056
République centrafricaine	–	0	–	–	–	–	–	–	0
République démocratique du Congo	771	60	0	–	–	14	–	38	883
République-Unie de Tanzanie	324	843	8	460	–	–	132	–	1 767
Rwanda	1	216	5	–	–	-1	–	–	221
Sao Tomé-et-Principe	181	357	–	–	–	–	–	78	616
Sénégal	1 031	192	99	433	–	59	1	-34	1 781
Sierra Leone	287	21	75	851	–	4	–	–	1 238
Soudan du Sud	–	–	–	-1	-3	–	0	–	-4

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Tchad	–	–	19	–	–	–	–	–	19
Togo	-15	–	0	–	–	–	0	–	-15
Zambie	634	–	99	–	–	116	-	–	849
Total partiel (Afrique)	11 759	3 189	778	13 533	-3	527	977	111	30 871
Asie et Pacifique									
Afghanistan	294	–	0	–	–	6	-	–	300
Bangladesh	617	59	–	–	–	0	-	–	676
Bhoutan	9	–	–	–	–	–	–	–	9
Cambodge	815	968	–	1 720	0	51	146	8	3 708
Myanmar	327	(4)	–	–	–	13	–	–	336
Népal	154	–	–	(12)	–	100	–	–	242
République démocratique populaire lao	–	324	–	–	–	–	–	–	324
Timor-Leste	48	–	–	–	–	0	–	–	48
Total partiel (Asie et Pacifique)	2 264	1 347	0	1 708	0	170	146	8	5 643
États arabes d'Afrique									
Somalie	(20)	–	85	513	–	–	871	–	1 449
Soudan	1 475	3	1 170	792	–	–	0	72	3 512
Total partiel (États arabes d'Afrique)	1 455	3	1 255	1 305	0	0	871	72	4 961
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	453	–	–	–	–	–	–	–	453
Total partiel (États arabes d'Asie occidentale)	453	0	0	0	0	0	0	0	453
Total général	15 931	4 539	2 033	16 546	(3)	697	1 994	191	41 928

^a Dont 0,3 million de dollars au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 2 : Montant net des projets approuvés, par pays et par partenaire de financement, en 2022^a
(En milliers de dollars É.-U.)

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Afrique									
Angola	448	0	–	–	–	73	–	–	521
Bénin	–	–	256	–	–	29	–	–	285
Burkina Faso	–	0	0	–	–	–	–	–	0
Burundi	–	0	0	–	–	-27	–	–	-27
Comores	–	–	–	1 209	–	-2	–	–	1 207
Érythrée	0	–	105	–	–	–	–	–	105
Éthiopie	1 920	3 000	89	1 825	–	173	0	–	7 007
Gambie	–	-5	39	702	–	34	–	–	770
Guinée	0	-12	56	-93	–	122	-19	–	54
Guinée-Bissau	-13	–	39	-123	–	41	467	–	411
Lesotho	–	–	–	–	–	–	–	466	466
Libéria	1 730	678	135	5 022	–	-1	–	–	7 564
Madagascar	0	50	208	0	–	88	163	–	509
Malawi	–	–	0	–	–	–	–	–	0
Mali	–	0	–	–	–	21	0	–	21
Mauritanie	–	-10	200	–	–	-2	–	–	188
Mozambique	2 354	-30	0	2 300	–	–	–	–	4 624
Niger	–	–	322	–	–	-2	–	–	320
Ouganda	0	0	0	–	–	-4	–	–	-4
République centrafricaine	–	–	–	–	–	0	–	–	0
République démocratique du Congo	2 464	8 932	119	–	–	-7	–	30	11 538
République-Unie de Tanzanie	136	0	39	2 549	–	-2	578	–	3 300

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Rwanda	0	0	0	–	–	-59	–	–	-59
Sao Tomé-et-Principe	174	0	–	–	–	–	–	500	674
Sénégal	-87	2 074	0	672	–	71	5	-33	2 702
Sierra Leone	0	0	-2	1 264	–	-1	–	–	1 261
Soudan du Sud	–	0	–	-259	0	–	-83	–	-342
Tchad	–	–	256	–	–	–	–	–	256
Togo	-17	–	251	–	–	–	0	–	234
Zambie	827	–	-7	–	–	134	–	–	954
Total partiel (Afrique)	9 936	14 677	2 105	15 068	0	679	1 111	963	44 539
Asie et Pacifique									
Afghanistan	0	0	0	–	–	(1)	–	–	(1)
Bangladesh	1 007	0	–	–	–	-4	–	–	1 003
Bhoutan	14	–	–	–	–	–	–	–	14
Cambodge	242	0	–	1 342	20	(7)	155	22	1 774
Myanmar	147	0	0	–	–	(1)	–	–	146
Népal	192	–	–	–	–	(1)	–	–	191
République démocratique populaire lao	–	0	–	–	–	–	–	–	0
Timor-Leste	885	–	–	–	–	(1)	–	–	884
Total partiel (Asie et Pacifique)	2 487	0	0	1 342	20	(15)	155	22	4 011
États arabes d'Afrique									
Somalie	2	–	119	1 207	–	–	2 305	–	3 633
Soudan	1 724	(1)	0	441	–	(4)	–	0	2 160

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Total partiel (États arabes d'Afrique)	1 726	(1)	119	1 648	–	(4)	2 305	0	5 793
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	0	–	–	–	–	–	–	–	0
Total partiel (États arabes d'Asie occidentale)	0	–	–	–	–	–	–	–	0
Total général	14 149	14 676	2 224	18 058	20	660	3 571	985	54 343

^a Dont 0,5 million de dollars au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2022.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

APPENDICE D
Fonds non réservés à des fins spécifiques^a
Montants nets approuvés et dépenses en 2022

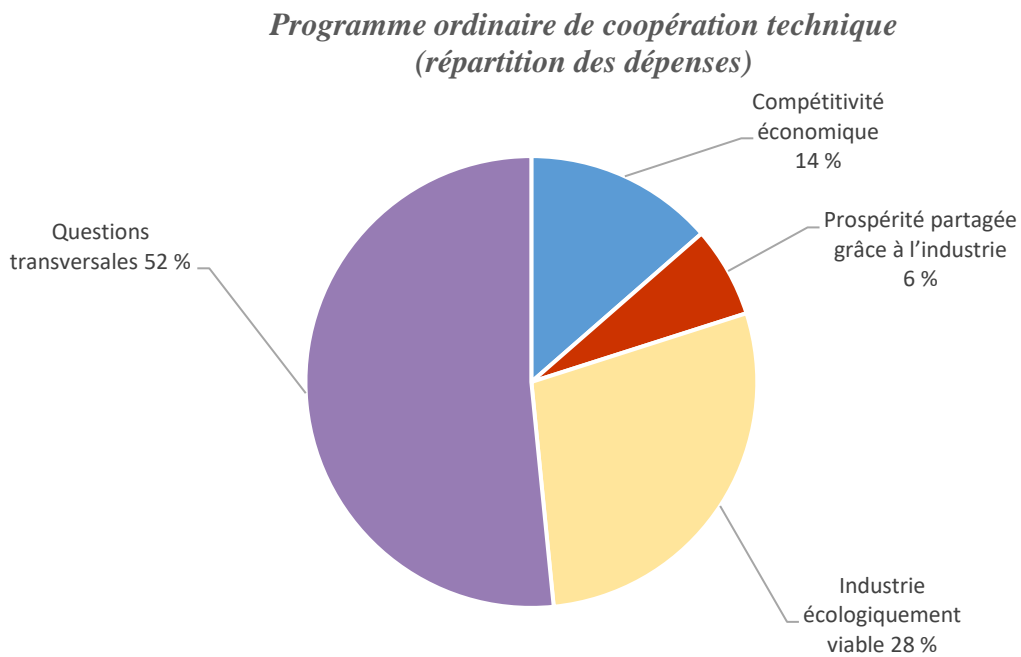
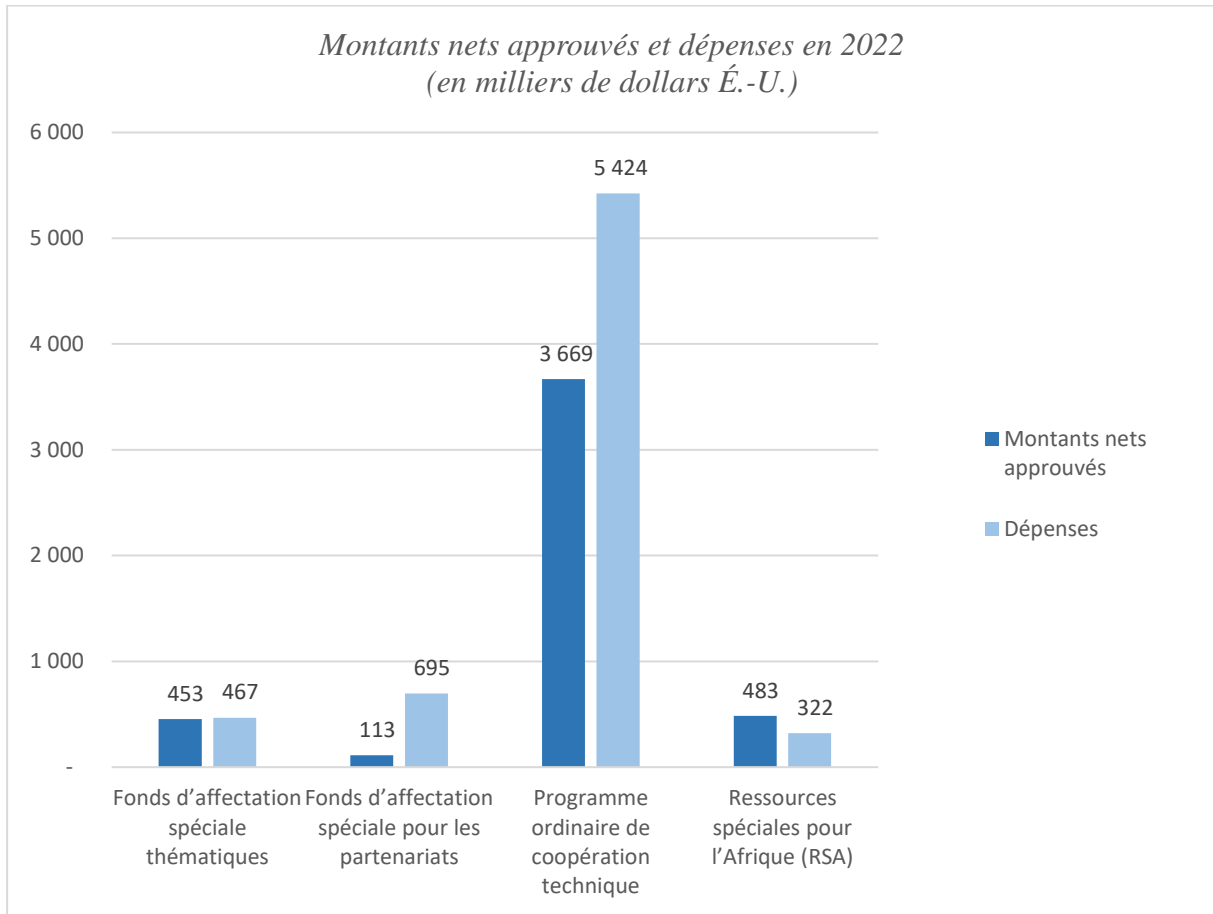
	Montants nets approuvés	Dépenses
	(En milliers de dollars É.-U.)	
Fonds d'affectation spéciale thématiques		
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement de la sécurité alimentaire par la promotion de l'agrobusiness et de l'agro-industrie ^b	(6)	11
Fonds d'affectation spéciale pour les énergies renouvelables au service de la production	(1)	0
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales ^c	175	208
Fonds d'affectation spéciale pour l'emploi des jeunes	(10)	0
Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes ^d	295	248
Total	453	467
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats		
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats	(12)	47
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Chine	134	630
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Pérou	17	18
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Fédération de Russie	(26)	0
Total	113	695
Programme ordinaire de coopération technique		
Compétitivité économique	221	737
Prospérité partagée grâce à l'industrie	620	352
Industrie écologiquement viable	614	1 537
Questions transversales	2 214	2 798
Total	3 669	5 424
Ressources spéciales pour l'Afrique (RSA)	483	322
Total (programme ordinaire de coopération technique et RSA)	4 152	5 746

^a Les fonds non réservés à des fins spécifiques sont des contributions d'États Membres non préaffectées.

^b Alimenté notamment par la Finlande.

^c Alimenté notamment par l'Allemagne et la Finlande.

^d Alimenté notamment par l'Allemagne.



APPENDICE E

PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS (PCP) : SÉLECTION DE PROJETS ISSUS DES PCP EN COURS DE MISE EN ŒUVRE

Le présent appendice met en avant une sélection de projets issus du portefeuille de PCP en cours de mise en œuvre au Cambodge, en Égypte, en Éthiopie, au Maroc, au Pérou, au Sénégal et en Zambie, ainsi qu'en cours de programmation en Côte d'Ivoire et au Nigéria.

PCP en cours de mise en œuvre

PCP pour le Cambodge

- **Coordination du PCP** : L'organe national de coordination interministérielle de haut niveau, présidé par le Ministre de l'industrie, des sciences, de la technologie et de l'innovation, a tenu sa deuxième réunion en septembre 2022, à laquelle étaient représentés tous les grands ministères et partenaires nationaux. Il a passé en revue les progrès accomplis et les obstacles rencontrés en 2022 ainsi que le plan de travail pour 2023. Le Rapport de l'ONUDI sur le développement industriel, qui a été présenté en même temps que l'examen à mi-parcours du PCP, a mis en évidence les bons résultats du PCP et la souplesse avec laquelle il permettait d'affronter les difficultés posées par la pandémie.
- **Partenariats en faveur d'une diversification industrielle par les zones économiques spéciales et l'innovation** : En février 2022, l'ONUDI a signé, avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, un aide-mémoire pour aider le Gouvernement à aménager la province de Sihanoukville en zone économique spéciale polyvalente. Le Gouvernement et l'Institut chinois d'urbanisme de Shenzhen élaborent actuellement le plan directeur à cette fin. Une évaluation des besoins financée par le Fonds vert pour le climat a permis de recenser huit technologies à privilégier pour l'aménagement de la zone économique spéciale de Sihanoukville, qui ont été présentées au Gouvernement. Parmi les autres projets de l'ONUDI qui ont contribué aux travaux menés dans ce domaine d'intervention du PCP, on peut citer des formations organisées dans le cadre du Programme de relance des entreprises par l'agroalimentaire et le tourisme, financé par la Suisse, dans des domaines tels que le marketing numérique, l'accueil touristique, l'hygiène et la sécurité, ainsi que le renforcement des capacités du Gouvernement pour la mise en œuvre des plans de relèvement au sortir de la COVID-19. Un programme du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'une valeur de 1,6 million de dollars a été lancé pour promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat dans le domaine des technologies propres auprès des start-ups et des petites et moyennes entreprises (PME).
- **Développement des chaînes de valeur agricoles** : Grâce à l'appui financier de l'Union européenne (UE) et à l'appui technique de l'ONUDI apportés au projet « CAPFISH-Capture » de valorisation des produits de la pêche, le programme Cambodia Quality Seal a été élaboré pour promouvoir de bonnes pratiques d'hygiène, la sécurité sanitaire des aliments et des systèmes de gestion de la qualité, et apporter une valeur ajoutée au poisson et aux produits de la pêche. Ce projet a également aidé le Laboratoire de l'environnement et de la sécurité sanitaire des aliments de l'Institut Pasteur du Cambodge à obtenir la certification ISO 17025.
- **Dans les domaines transversaux**, l'ONUDI a aidé le Gouvernement à généraliser l'énergie durable et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à renforcer les capacités en matière de pratiques de fonctionnement circulaires et à autonomiser les femmes et les jeunes dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies financé par la Suisse, auquel participent l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'ONUDI.

PCP pour l'Égypte

- **Expansion du portefeuille de projets de coopération technique** : Le portefeuille de projets de coopération technique de l'ONUDI s'est étoffé et compte désormais 18 projets nationaux et 5 projets régionaux destinés à aider l'Égypte, dont le budget total est estimé à 45 millions de dollars. Dans le domaine de l'hydrogène vert, la coopération se poursuit avec le Ministère de l'électricité et des énergies renouvelables, The Sovereign Fund of Egypt, l'autorité de la zone économique du canal de Suez et le secteur privé. Au titre du volet du PCP relatif aux villes intelligentes et aux parcs éco-industriels, une assistance technique a été fournie pour l'aménagement de deux zones industrielles destinées à expérimenter le concept de parc éco-industriel, ce qui a marqué le démarrage du Programme mondial de parcs éco-industriels en Égypte.
- **À l'occasion de l'édition 2022 de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27), qui s'est tenue en Égypte**, le Président de l'Égypte, Son Excellence M. El-Sisi, et le Premier

Ministre de la Belgique, Son Excellence M. Alexander De Croo, ont donné le coup d'envoi du Forum mondial sur l'hydrogène renouvelable, soutenu par l'ONUDI. Il s'agira d'une plateforme multipartite public-privé qui facilitera l'utilisation de l'hydrogène renouvelable pour la décarbonisation de l'industrie et recensera les instruments permettant le commerce transfrontières de l'hydrogène renouvelable entre pays en développement et pays développés.

- **Dans le cadre du PCP, les partenariats se développent** avec des entités telles que la Banque centrale d'Égypte, le Centre de modernisation industrielle, l'UE, la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque africaine d'import-export et la Société internationale islamique de financement du commerce, notamment par l'élaboration de nouveaux projets. L'ONUDI a également intégré l'équipe spéciale conjointe sur la transition numérique et la technologie, qui vise à renforcer la coopération entre les autorités nationales et les organismes des Nations Unies travaillant en Égypte, afin de mettre les technologies modernes au service du développement durable et de favoriser la généralisation de l'industrie 4.0 dans le cadre du PCP.

PCP pour l'Éthiopie

- L'ONUDI aide l'Éthiopie dans ses **efforts d'industrialisation, de transformation structurelle et de réduction de la pauvreté dans le cadre du PCP**, en mettant l'accent sur trois secteurs de l'industrie légère : la transformation agroalimentaire, le cuir et les produits du cuir, ainsi que le textile et l'habillement. La priorité du PCP a été la mise en œuvre de projets industriels phares de grande envergure, tels que l'aménagement de quatre parcs agro-industriels intégrés pilotes dans quatre régions d'Éthiopie. L'aménagement de ces parcs se fait en tenant compte également de plusieurs programmes agricoles menés dans le pays par des acteurs nationaux ou d'autres partenaires.

Caractéristiques des parcs agro-industriels intégrés :

- **Plus de 542,76 millions de dollars** inscrits au budget des quatre parcs agro-industriels intégrés par le Gouvernement éthiopien entre 2017 et aujourd'hui
- **563,785 millions de dollars** d'aide reçus des partenaires de développement entre 2017 et aujourd'hui
- **Trois** des quatre **parcs agro-industriels intégrés** pilotes ont été inaugurés et sont prêts à fonctionner
- **149 000 agriculteurs et agricultrices** ont bénéficié d'une mise à niveau de leurs compétences
- **116 investisseurs** ont conclu des baux (ou baux à ferme) avec les sociétés régionales d'aménagement des parcs industriels régionaux
- **33 millions de dollars** en devises étrangères ont été obtenus jusqu'à présent des parcs agro-industriels intégrés
- **Sept investisseurs** ont mis en place des installations de transformation (usines) pour un coût de 7,2 millions de dollars
- **1,29 milliard de dollars** d'investissements dans les parcs agro-industriels intégrés et les zones d'approvisionnement en produits de base agricoles ont été levés ou sont prévus, conformément aux études de faisabilité révisées
- **1 196 emplois directs** ont été créés dans les usines des trois parcs agro-industriels intégrés au cours de l'année 2022
- **Trois** manifestations consacrées à la promotion des investissements se sont tenues en 2022
- **279 investisseurs** ont manifesté leur intérêt et se sont inscrits pour opérer dans les trois parcs agro-industriels intégrés qui ont été inaugurés
- **Onze** études ont été menées dans différents domaines tels que l'économie circulaire, les questions de genre, le traitement des déchets, la sécurité sanitaire des aliments, etc.

PCP pour le Maroc

- **Coopération renforcée et nouvelles initiatives conjointes** : En mai 2022, le Directeur général a effectué sa première visite officielle au Royaume du Maroc. À cette occasion, le Gouvernement et l'ONUDI ont signé deux déclarations conjointes visant à accélérer le développement de l'industrie verte, notamment dans le cadre du PCP. L'une portait sur l'utilisation de l'hydrogène vert dans l'industrie, l'autre sur la coopération autour de la décarbonisation de l'industrie, de la mise en place d'un pôle marocain de la plateforme d'analyse de

l'industrie, de l'élaboration de stratégies fondées sur les données et de la création de biens publics numériques, et de la promotion de l'économie circulaire. Un nouveau portail sur les zones industrielles a également été mis en service. Élaboré conjointement avec l'agence MCA-Morocco, chargée de mettre en œuvre un programme conclu entre le Maroc et Millennium Challenge Corporation, un organisme des États-Unis, il vise à promouvoir les investissements dans l'industrie et à renforcer la compétitivité. Dans ce cadre, un diagnostic détaillé de 114 zones industrielles a été établi, assorti de recommandations concernant chacune des zones.

PCP pour le Pérou

- **Une évaluation indépendante du PCP pour le Pérou a été menée en 2022**, dans le cadre de la phase d'achèvement du programme. Ses résultats fourniront des indications sur la marche à suivre à l'avenir. Tout au long de sa mise en œuvre, le PCP a permis l'élaboration de 13 projets ou programmes de coopération technique dans le pays, dont 5 projets nationaux et 8 projets régionaux ou mondiaux, qui sont en cours de mise en œuvre ou achevés.
- **Nouvelle politique nationale de développement industriel approuvée en décembre 2022** (décret suprême n° 016-2022-Production, valable jusqu'en décembre 2030). Cette nouvelle politique a été élaborée avec le concours de l'ONUDI. Pour aider à sa mise en œuvre, un appui initial commencera à être fourni en 2023, dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, qui consistera à recenser les produits manufacturés susceptibles de contribuer à la diversification et à la durabilité des secteurs industriels. Dans le cadre de son dispositif mondial de services consultatifs en matière de politique industrielle (Global Industrial Policy Advice Facility), l'ONUDI a également organisé un programme de formation à l'intention de représentantes et représentants du Gouvernement péruvien sur la transition numérique dans le secteur manufacturier.
- **Élargissement du portefeuille du FEM** : L'ONUDI élabore actuellement un nouveau projet du FEM avec des représentantes et représentants du Gouvernement, des partenaires d'exécution et d'autres parties prenantes importantes pour aider le Pérou à accroître les avantages de l'économie bleue et à préserver une biodiversité et des services écosystémiques essentiels. Ce projet vient compléter le projet en cours d'exécution, financé par le FEM et mis en œuvre conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et le Ministère péruvien de l'environnement, qui vise à améliorer le bien-être des populations et la résilience dans les forêts amazoniennes en augmentant la valeur de la biodiversité pour la sécurité alimentaire et les bio-industries, dans le contexte des changements climatiques.

PCP pour le Sénégal

- **Mise en œuvre en cours de la Politique et stratégie d'industrialisation (2021-2035)** élaborées avec le concours de l'ONUDI. Le 29 janvier 2022, le Président de la BAFD et le Gouvernement sénégalais ont signé plusieurs accords en faveur d'une accélération du développement industriel, des PME et de l'autonomisation des femmes. L'ONUDI a participé à l'examen de la réforme nationale sur les zones économiques spéciales, notamment en formulant des recommandations sur le cadre réglementaire, institutionnel et opérationnel. Le Programme mondial d'innovation par les technologies propres financé par le FEM, qui doit être mis en œuvre au Sénégal, sera lui aussi axé sur la technologie et l'innovation, priorités de la Politique et stratégie d'industrialisation.
- **Le Comité directeur national du PCP s'est réuni en avril 2022 pour examiner les progrès accomplis et les résultats obtenus.** Depuis 2015, le Gouvernement sénégalais a mobilisé, en tout, un montant estimé à 1 milliard de dollars pour la réalisation des projets industriels de grande envergure soutenus par l'ONUDI dans le cadre du PCP. En outre, depuis le lancement du PCP, en 2015, la valeur cumulée du portefeuille de projets de coopération technique de l'Organisation – projets nationaux et régionaux confondus – a atteint 27,5 millions de dollars.
- **État d'avancement de l'aménagement des trois agropoles** : La construction de l'agropole du sud a débuté en 2022. L'ONUDI a mis la dernière main à l'étude de faisabilité de l'agropole du nord, financée par la BAFD dans le cadre du fonds d'affectation spéciale de coopération économique Corée-Afrique, qui a consisté à évaluer les chaînes de valeur du riz, de la viande et de l'horticulture. Cette étude sera complétée, en 2023, par des évaluations sociales et environnementales destinées à étayer les décisions de financement de partenaires tels que la BAFD, la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Japon. L'étude de faisabilité de l'agropole du centre a également été menée à bien par Enabel, l'agence belge de développement, et soumise à l'examen de la BAFD et de la BEI en vue d'un financement. L'UE et l'Italie font partie des partenaires qui se sont engagés à soutenir l'aménagement futur de ces agropoles.

PCP pour la Zambie

- **L'ONUDI soutient la création du parc agro-industriel commun de la Zambie et du Zimbabwe dans le cadre du PCP.** À cette fin, elle a donné des conseils à la Commission économique pour l'Afrique et à la BAfD, les principales partenaires de l'initiative, pour les aider à établir l'étude de pré faisabilité. L'aménagement de ce parc est une initiative phare multipartite, coordonnée par le Secrétariat du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Le COMESA a également demandé à l'ONUDI de réaliser l'étude de faisabilité qui suivrait. L'ONUDI a organisé, pour des personnes représentant les Gouvernements des deux pays, un voyage d'étude dans les parcs agro-industriels intégrés déjà établis en Éthiopie, afin qu'elles s'inspirent de leurs acquis et de leurs meilleures pratiques.
- **Poursuite de la collaboration autour de la réalisation d'une initiative d'électrification rurale et de l'élargissement du portefeuille de projets de coopération technique :** En collaboration avec le Fonds vert pour le climat, l'ONUDI aide le Ministère de l'énergie, le Ministère des finances et de la planification nationale, l'Autorité de l'électrification rurale et la Banque de développement de la Zambie à concevoir ce projet. Axée sur la création de valeur ajoutée, une des priorités du PCP, cette initiative vise à mobiliser environ 12 millions de dollars pour aider la Zambie, dans le cadre du financement de l'action climatique, à construire des miniréseaux exploitant les énergies renouvelables et permettant de produire, selon les estimations, 2,4 mégawatts d'électricité. Parallèlement, l'ONUDI met en œuvre des projets de coopération technique nationaux et régionaux d'un montant d'environ 10 millions de dollars dans le cadre du PCP, contribuant notamment à une production propre et à l'amélioration des compétences industrielles de la jeunesse zambienne.

PCP en cours de programmation

PCP pour la Côte d'Ivoire

- **Contribution de l'ONUDI aux travaux menés dans le cadre du volet intitulé « Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes » du Plan national de développement 2021-2025 de la Côte d'Ivoire :** L'ONUDI a contribué à l'élaboration d'une stratégie de promotion et d'aménagement des zones industrielles, adoptée en mars 2022 par le Conseil des ministres présidé par le Président de la République. À partir du diagnostic de pays établi pendant la phase de programmation du PCP, l'ONUDI aidera le Gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre une nouvelle stratégie en matière de « grappes industrielles ». Ce diagnostic a permis de recenser des secteurs prioritaires, regroupés en sept « grappes industrielles » : i) « agro-industrie » ; ii) « chimie et plasturgie » ; iii) « matériaux de construction » ; iv) « pharmacie » ; v) « industrie textile » ; vi) « emballages » ; et vii) « pièces de rechange et automobile ».
- **Stratégie de partenariat et de mobilisation de fonds adoptée par le Gouvernement :** Cette stratégie prévoit l'intégration du PCP dans le Programme d'investissement public du Gouvernement et sa mise en œuvre par le Comité technique des partenaires et des donateurs, coprésidé par le Ministre de l'économie et des finances et le Ministre de l'industrie. Les consultations gouvernementales sur l'arrangement administratif type prévoyant de mettre à la disposition de l'ONUDI des contributions à des fins spéciales du Fonds de développement industriel ont été menées à leur terme, ouvrant la voie à la signature du document en 2023.
- **Inauguration du volet du PCP relatif à la mise en valeur du capital humain, à la quatrième révolution industrielle et aux questions de genre** dans le cadre de l'exécution du projet – financé par l'Allemagne – visant à mettre l'industrie 4.0 au service de l'emploi des jeunes, en Tunisie et en Côte d'Ivoire.

PCP pour le Nigéria

- **Conversion en cours du programme de pays du Nigéria en PCP :** Le Gouvernement a créé, pour piloter l'élaboration du PCP, un comité composé de personnes représentant le Ministère fédéral de l'industrie, du commerce et des investissements, le Ministère du budget et du plan et l'ONUDI. Celui-ci s'est réuni à plusieurs reprises en 2022 pour définir les domaines d'intervention prioritaires initiaux du PCP, conformément au Plan national de développement 2021-2025 et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2027, ainsi que les principales parties prenantes du programme et les modalités de financement possibles.

Définition des axes prioritaires initiaux : Le Gouvernement a approuvé les six axes prioritaires suivants pour démarrer le PCP : i) politique industrielle et gouvernance stratégique ; ii) développement des start-ups, des microentreprises et petites et moyennes entreprises, de l'innovation, de la science, de la technologie et de l'économie numérique ; iii) aménagement de parcs industriels et de zones économiques spéciales et promotion des investissements ; iv) développement des chaînes de valeur ; v) énergie durable et gestion de l'environnement ; et vi) renforcement des capacités commerciales et Zone de libre-échange continentale africaine.

APPENDICE F
NOMINATIONS DE PERSONNEL AU TITRE DE CONTRATS
DE SERVICE INDIVIDUELS¹

Tableau 1
 Nominations/contrats de service individuels par liste d'États² et par sexe

<i>Liste d'États</i>	<i>Nombre de nominations</i>		<i>Total</i>
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	
A	947	1 545	2 492
B	242	356	598
C	278	283	561
D	236	133	369
Autres États	105	201	306
Total général	1 808	2 518	4 326

¹ Les chiffres sont établis à partir des données disponibles au 9 janvier 2023 pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

² Listes d'États mentionnées à l'annexe I de l'Acte constitutif de l'ONUUDI (GC.19/23).

Tableau 2
Nominations/contrats de service individuels par pays/région/territoire

<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>
Afghanistan	14	France	75
Afrique du Sud	58	Gabon	6
Albanie	23	Gambie	19
Algérie	12	Géorgie	16
Allemagne	85	Ghana	72
Antigua-et-Barbuda	2	Grèce	4
Argentine	24	Guatemala	4
Arménie	41	Guinée	41
Australie	4	Guinée-Bissau	11
Autriche	155	Honduras	7
Azerbaïdjan	1	Hongrie	3
Bahreïn	4	Inde	222
Bangladesh	22	Indonésie	60
Barbade	1	Iran (République islamique d')	48
Bélarus	7	Iraq	19
Belgique	7	Irlande	14
Bénin	14	Italie	170
Bolivie (État plurinational de)	14	Japon	33
Bosnie-Herzégovine	15	Jordanie	47
Botswana	6	Kazakhstan	6
Brésil	62	Kenya	83
Bulgarie	16	Kirghizistan	14
Burkina Faso	9	Koweït	1
Burundi	6	Lesotho	1
Cabo Verde	10	Lettonie	1
Cambodge	82	Liban	50
Cameroun	28	Libéria	52
Canada	47	Libye	4
Chili	14	Madagascar	15
Chine	58	Malaisie	13
Chine, RAS de Macao	1	Malawi	1
Colombie	147	Mali	6
Comores	4	Maroc	76
Costa Rica	10	Maurice	3
Côte d'Ivoire	31	Mauritanie	3
Croatie	18	Mexique	49
Cuba	13	Mongolie	18
Danemark	7	Monténégro	4
Égypte	126	Mozambique	33
El Salvador	2	Myanmar	52
Équateur	16	Namibie	5
Espagne	58	Népal	4
État de Palestine	47	Nicaragua	45
États-Unis d'Amérique	52	Niger	10
Éthiopie	168	Nigéria	86
Fédération de Russie	46	Norvège	8
Fidji	2	Nouvelle-Zélande	5
Finlande	7	Oman	3
Ouganda	21	Sénégal	64
Ouzbékistan	5	Serbie	28

<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>
Pakistan	110	Sierra Leone	22
Panama	2	Slovaquie	16
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2	Slovénie	2
Paraguay	12	Somalie	5
Pays-Bas	23	Soudan	48
Pérou	67	Sri Lanka	33
Philippines	51	Suède	8
Pologne	17	Suisse	10
Portugal	17	Tadjikistan	13
République arabe syrienne	10	Tchad	3
République de Corée	18	Thaïlande	27
République de Macédoine du Nord	39	Togo	6
République de Moldova	10	Trinité-et-Tobago	4
République démocratique du Congo	10	Tunisie	141
République démocratique populaire lao	9	Türkiye	27
République dominicaine	1	Turkménistan	2
République tchèque	8	Ukraine	48
République-Unie de Tanzanie	31	Uruguay	25
Roumanie	27	Venezuela (République bolivarienne du)	39
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	68	Viet Nam	34
Rwanda	8	Yémen	3
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3	Zambie	18
Sao Tomé-et-Principe	3	Zimbabwe	10
		Total général	4 326

APPENDICE G

ACCORDS ET AUTRES ARRANGEMENTS CONCLUS PAR L'ONUDI EN 2022*¹

I. États²

Australie

Arrangement relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le Gouvernement australien concernant l'exécution d'un projet relatif à l'application de pratiques d'audit et de vérification à distance pour faciliter le commerce des denrées alimentaires, signé le 17 juin 2022.

Azerbaïdjan

Cadre de coopération établi par l'ONUDI et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan pour la période 2022-2026, signé le 14 novembre 2022.

Canada

Arrangement de contribution entre l'ONUDI et le Ministère canadien des affaires étrangères, du commerce et du développement concernant l'exécution d'un projet de pôle d'excellence pour l'économie circulaire au Ghana, signé le 25 mars 2022.

Allemagne

Échange de lettres constituant accord entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la prolongation, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025, des activités du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI en Allemagne, signé les 29 août et 28 septembre 2022.

Arrangement entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'exécution d'un projet visant à augmenter la production de vaccins et de médicaments essentiels en Afrique grâce aux relations interentreprises et au transfert de technologie, signé le 1^{er} décembre 2022.

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de décarbonisation profonde de l'industrie, signé le 5 décembre 2022.

Italie

Arrangement de financement entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République italienne concernant l'exécution, au Kenya, d'un projet visant à améliorer les services d'accélération de la croissance des entreprises grâce à des partenariats public-privé, signé le 29 juillet 2022.

Arrangement de financement entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République italienne concernant l'exécution d'un projet relatif au modèle de partenariat de l'ONUDI permettant de réduire les risques liés aux investissements réalisés dans le secteur du café éthiopien, signé le 29 octobre 2022.

¹ La présente liste répertorie les accords ou arrangements signés qui avaient été déposés auprès du Bureau des affaires juridiques et de la conformité de l'ONUDI au 17 février 2023. Les avenants aux accords ou arrangements existants n'y figurent pas, sauf s'ils contiennent des modifications importantes.

² Y compris les administrations nationales, régionales et provinciales.

Déclaration conjointe de la Directrice du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI en Italie et du Président de la Vénétie, région de la République italienne, concernant la promotion de la coopération industrielle, signée le 21 décembre 2022.

Japon

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution, au Nigéria, d'un projet de promotion de chaînes de valeur du plastique durables par l'adoption de pratiques relevant de l'économie circulaire, signé le 10 février 2022.

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution, au Ghana, d'un projet visant à améliorer la technologie et le système de contrôle de la qualité pour augmenter la valeur ajoutée dans les processus d'après-récolte de la chaîne de valeur du riz, signé le 18 février 2022.

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution de projets au Cameroun et en République démocratique du Congo, signé le 23 février 2022.

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution, au Ghana, d'un projet visant à étendre l'initiative Kaizen en améliorant l'agrobusiness durable, signé le 18 juillet 2022.

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant la prolongation, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028, des activités du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI à Tokyo, signé le 6 décembre 2022.

Mongolie

Cadre de coopération stratégique établi par l'ONUDI et le Ministère mongol de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère pour la période 2021-2025, signé les 22 janvier et 25 février 2022.

Maroc

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI, du Ministre de l'industrie et du commerce et de la Ministre de la transition énergétique et du développement durable du Royaume du Maroc concernant l'établissement d'un partenariat de développement destiné à soutenir le programme mondial de l'ONUDI pour l'utilisation de l'hydrogène vert dans l'industrie, signée le 16 mai 2022.

Déclaration conjointe du Directeur Général de l'ONUDI et du Ministre de l'industrie et du commerce du Royaume du Maroc, signée le 16 mai 2022.

Philippines

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Sous-Secrétaire aux relations économiques multilatérales et internationales du Ministère des affaires étrangères de la République des Philippines, signée le 29 septembre 2022.

Slovénie

Plan d'action en vue d'une coopération entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République de Slovénie, signé le 30 juin 2022.

Suède

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement suédois concernant l'exécution d'un projet d'appui à la formation et à l'emploi qualifié dans le secteur des équipements lourds de la République démocratique du Congo, signé le 27 mai 2022.

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement suédois concernant l'exécution d'un projet visant à promouvoir le développement des microentreprises et PME et les possibilités d'emploi au Libéria en mettant en place un système de marché et des groupements d'entreprises dans les chaînes de valeur agro-industrielles (GROW-2), signé les 8 et 10 novembre 2022.

Suisse

Lettre d'accord entre l'ONUDI et le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) concernant l'exécution de la phase 2 du Programme mondial sur le contrôle de la qualité et la normalisation, signée les 9 et 16 septembre 2022.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Contrat-cadre sur le cofinancement et la coopération technique entre l'ONUDI et le Gouvernement britannique, signé les 2 et 8 novembre 2022.

Arrangement administratif entre l'ONUDI et le Ministère britannique du commerce, de l'énergie et de la stratégie industrielle concernant l'exécution d'un projet d'accélération de l'action et de l'ambition climatiques par l'efficacité énergétique, signé les 2 et 8 novembre 2022.

II. Le système des Nations Unies, ses organismes, fonds et programmes

Système des Nations Unies

Mémorandum d'accord entre les organisations participantes des Nations Unies et le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartitaires du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) concernant les aspects opérationnels d'un fonds d'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable pour l'Albanie, signé par l'ONUDI le 7 mars 2022.

Mémorandum d'accord entre les organisations participantes des Nations Unies et le PNUD concernant les aspects opérationnels du Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière, signé par l'ONUDI le 13 mai 2022.

Mémorandum d'accord entre les organisations participantes des Nations Unies et le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartitaires du PNUD concernant les aspects opérationnels du Fonds pour le programme de l'Ouzbékistan à l'horizon 2030 (Uzbekistan Vision 2030 Fund), signé par l'ONUDI le 15 juillet 2022.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Mémorandum d'accord sur les relations de travail entre l'ONUDI et la FAO, signé le 17 octobre 2022.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Déclaration d'intention de l'ONUDI, de l'Organisme japonais pour le commerce extérieur (JETRO), de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et du PNUD, signée le 28 août 2022.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UNESCO concernant l'exécution d'un projet visant à stimuler les industries de la création et la fabrication numérique à Hanoï (Viet Nam), signé les 23 décembre 2021 et 4 janvier 2022.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Accord de contribution entre l'ONUDI et le PNUE concernant l'exécution d'un projet d'appui à l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources, signé les 20 et 21 décembre 2022.

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Accord de contribution entre l'ONUUDI et le FNUAP concernant l'exécution d'un projet visant à envisager sous l'angle de la sécurité humaine la protection, l'autonomisation et l'intégration économique des jeunes à risque pendant et après la pandémie de COVID-19, signé les 24 mars et 18 avril 2022.

Programme alimentaire mondial (PAM)

Mémoire d'accord entre l'ONUUDI et le PAM concernant la coopération pour l'approvisionnement local en aliments nutritifs spécialisés, signé les 6 et 8 juin 2022.

III. Autres organisations intergouvernementales**Banque africaine d'import-export (Afreximbank)**

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUUDI et Afrximbank concernant l'exécution d'un programme de renforcement des capacités d'Afreximbank et des partenaires du mécanisme conjoint de financement de la préparation des projets en vue de la préparation de projets de fabrication pour l'exportation et de développement des infrastructures, signé les 14 et 16 décembre 2022.

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

Aide-mémoire entre l'ONUUDI et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, signé le 10 février 2022.

Banque européenne d'investissement (BEI)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUUDI et du Président de la BEI, signée le 23 mars 2022.

Union européenne (UE)

Accord de contribution entre l'ONUUDI et l'UE concernant l'exécution d'un projet d'atténuation de la pauvreté et de développement inclusif dans la région rurale du Sindh (PAIDAR), signé les 28 décembre 2021 et 19 janvier 2022.

Accord de contribution entre l'ONUUDI et l'UE concernant l'exécution d'un projet de renforcement de la chaîne de valeur du cacao au Nicaragua (NICACAO), signé les 6 et 7 décembre 2022.

Accord de contribution entre l'ONUUDI et l'UE concernant l'exécution, au Viet Nam, d'un projet visant à améliorer l'efficacité énergétique dans les grandes industries grâce à des systèmes de gestion de l'énergie, à l'optimisation des systèmes, et à la promotion et à l'adoption de l'efficacité énergétique dans les petites et moyennes entreprises (programme relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle), signé le 8 décembre 2022.

Déclaration d'intention du Directeur général de l'ONUUDI et de la Commissaire aux partenariats internationaux de la Commission européenne concernant une coopération sur des projets menés à Madagascar, au Nicaragua, aux Philippines et au Viet Nam, signée le 12 décembre 2022.

Accord de contribution entre l'ONUUDI et l'UE concernant l'exécution, aux Philippines, d'un programme d'agro-entreprises dans la région Bangsamoro, qui vise à mettre le développement inclusif de l'agrobusiness au service de la sécurité humaine, signé les 9 et 13 décembre 2022.

Accord de contribution entre l'ONUUDI, l'UE et d'autres organismes des Nations Unies concernant l'exécution d'un projet relatif à la boîte à outils pour la prise de décisions en matière de gestion des produits chimiques, dans le cadre de la phase IV du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques (IOMC), signé les 9 et 15 décembre 2022.

Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe (GOIC)

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUUDI et GOIC concernant l'exécution d'un projet de création d'un indice de production industrielle pour les Émirats arabes unis, signé les 9 et 10 mars 2022.

Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUUDI et du Directeur général de l'IRENA concernant le rôle fondamental de l'hydrogène vert dans la coopération sur l'énergie durable de demain, signée le 8 novembre 2022.

Alliance internationale pour l'énergie solaire

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUUDI et l'Alliance internationale pour l'énergie solaire concernant l'exécution d'un projet de structuration d'un réseau international de centres de ressources relatives aux technologies et applications de l'énergie solaire, signé les 18 et 23 août 2022.

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Accord de financement entre l'ONUUDI et l'OIF concernant l'exécution d'un projet relatif à la première phase opérationnelle du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour l'Afrique centrale, signé les 15 et 23 décembre 2022.

IV. Organisations nationales**Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (Chine)**

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUUDI et le Centre chinois international d'échanges économiques et techniques concernant l'exécution d'un projet d'appui à la création et au développement du Centre international de promotion de l'hydrogène comme source d'énergie, signé les 11 et 23 août 2022.

Agence allemande de coopération internationale (Allemagne)

Mémorandum d'accord entre l'ONUUDI et l'Agence allemande de coopération internationale concernant le Programme de partenariat avec des spécialistes de l'ONUUDI, signé le 28 janvier 2022.

Accord de subvention entre l'ONUUDI et l'Agence allemande de coopération internationale concernant l'exécution d'un projet d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'industrie au Maroc, signé les 24 mai et 21 juin 2022.

Accord de subvention entre l'ONUUDI et l'Agence allemande de coopération internationale concernant l'exécution d'un projet d'alliance pour la protection du climat et de la couche d'ozone chargée de la gestion des stocks d'hydrofluorocarbones (HFC) et de substances appauvrissant la couche d'ozone, signé les 10 et 29 juin 2022.

Mémorandum d'accord entre l'ONUUDI et l'Agence allemande de coopération internationale concernant le Programme de partenariat avec des spécialistes de l'ONUUDI, signé le 28 juillet 2022.

Accord de subvention entre l'ONUUDI et l'Agence allemande de coopération internationale concernant l'exécution d'un projet relatif à la phase II du Partenariat mondial pour l'application de l'hydrogène dans l'industrie, signé les 22 novembre et 1^{er} décembre 2022.

Accord de subvention entre l'ONUDI et l'Agence allemande de coopération internationale concernant l'exécution d'un projet d'accompagnement des start-ups et des jeunes entreprises de l'État de Khartoum, signé les 19 et 21 décembre 2022.

Commission des services financiers (République de Corée)

Accord de détachement entre l'ONUDI et la Commission des services financiers de la République de Corée concernant l'exécution d'un projet visant à encourager le financement de l'action climatique pour augmenter les investissements du secteur privé dans les technologies et les solutions commerciales propres, signé le 1^{er} novembre 2022.

Khmer Enterprise (Cambodge)

Déclaration conjointe d'un directeur de l'ONUDI et du Président-Directeur général de Khmer Enterprise concernant l'exécution, au Cambodge, d'un projet d'emplois décents pour les jeunes, signée le 20 septembre 2022.

Agence de coopération internationale de la République de Corée (KOICA) (République de Corée)

Arrangement de subvention entre l'ONUDI et la KOICA concernant l'exécution d'un projet de politiques industrielles pour la transformation numérique et la quatrième révolution industrielle en Asie du Sud-Est, signé les 20 et 31 octobre 2022.

Agence de développement de l'électrification rurale (Madagascar)

Accord de financement quadripartite entre l'ONUDI, l'Agence de développement de l'électrification rurale, la Fondation du Centre écologique Albert Schweitzer et SIER-GC concernant l'exécution d'un projet d'électrification de la commune rurale de Mandialaza par l'aménagement hydroélectrique du site d'Andriambe sur le fleuve Nanangainana, dans le district de Moramanga, situé dans la région d'Alaoatra Mangoro, elle-même dans la province de Tamatave, à Madagascar, signé le 12 juillet 2022.

V. Autres entités

AB Volvo (Suède)

Accord entre l'ONUDI et Volvo concernant l'exécution d'un programme de formation professionnelle pour des spécialistes de la mécanique des poids lourds en Zambie, signé les 11 juin 2021 et 8 mars 2022.

amfori (Belgique)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et amfori, signé le 13 décembre 2022.

Breakthrough Energy (BE) Foundation (États-Unis d'Amérique)

Accord de donation entre l'ONUDI et Breakthrough Energy Foundation concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de décarbonisation profonde de l'industrie, signé le 23 novembre 2022.

Camco Management Limited (Camco) (Royaume-Uni)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et Camco, signé le 11 novembre 2022.

ClimateWorks Foundation (États-Unis d'Amérique)

Échange de lettres constituant accord entre l'ONUDI et ClimateWorks Foundation concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de décarbonisation profonde de l'industrie, signé les 11 août et 20 septembre 2022.

Convergence Blended Finance Inc. (Canada)

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et Convergence Blended Finance concernant l'exécution d'un projet visant à financer des systèmes de production d'énergie non raccordés au réseau dans les îles autres que l'île principale de Fidji (« Fiji Outer Island Off-grid Fund »), signé les 28 mars et 6 avril 2022.

Earth, Wind & Power (EWP) (Norvège)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Président et cofondateur d'EWP concernant une collaboration sur des projets de conversion d'excédents d'énergie en puissance de calcul, signée le 6 octobre 2022.

Eni S.p.A. (Italie)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Président-Directeur général d'Eni, signée le 17 juin 2022.

Epiroc DRC SARL (République démocratique du Congo)

Accord entre l'ONUDI et Epiroc concernant l'exécution d'un projet d'appui à la formation et à l'emploi qualifié dans le secteur des équipements lourds de la République démocratique du Congo, signé les 8 juillet et 29 août 2022.

Erasmus Centre for Entrepreneurship (ECE) (Pays-Bas)

Mémorandum d'accord de coopération entre l'ONUDI et ECE, signé le 12 septembre 2022.

Festo Didactic SE (Allemagne)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et des dirigeants de Festo Didactic, signée le 29 novembre 2022.

Foundation Food Safety System Certification (FSSC) (Pays-Bas)

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et Foundation FSSC concernant l'exécution d'un projet de promotion de la sécurité sanitaire des aliments de la ferme à la table dans les pays à revenu faible et intermédiaire, signé le 15 juin 2022.

Hewlett Packard (HP) Foundation (États-Unis d'Amérique)

Accord de subvention entre l'ONUDI et HP Foundation concernant le cours d'apprentissage en ligne HP LIFE sur l'économie circulaire, signé les 11 octobre et 24 novembre 2022.

Yamasa Wakiguchi Tuna Company (Japon)

Accord entre l'ONUDI et Yamasa Wakiguchi Tuna Company concernant l'exécution d'un projet, signé le 1^{er} juillet 2022.

VI. Accords de parrainage concernant la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27)

OCI N.V. (Pays-Bas)

Accord de parrainage entre l'ONUDI et OCI concernant une manifestation organisée lors de la COP 27 intitulée « Future Energy – Green Hydrogen » (L'hydrogène vert, énergie de demain), signé les 10 et 28 novembre 2022.

OCP SA (Maroc)

Accord de parrainage entre l'ONUUDI et OCP concernant une manifestation organisée lors de la COP 27 intitulée « Future Energy – Green Hydrogen » (L'hydrogène vert, énergie de demain), signé les 2 et 3 novembre 2022.

Orascom Construction (Égypte)

Accord de parrainage entre l'ONUUDI et Orascom Construction concernant une manifestation organisée lors de la COP 27 intitulée « Future Energy – Green Hydrogen » (L'hydrogène vert, énergie de demain), signé les 30 novembre et 6 décembre 2022.

The Sovereign Fund of Egypt (Égypte)

Accord de parrainage entre l'ONUUDI et The Sovereign Fund of Egypt concernant une manifestation organisée lors de la COP 27 intitulée « Future Energy – Green Hydrogen » (L'hydrogène vert, énergie de demain), signé les 1^{er} et 3 novembre 2022.

Association espagnole de l'hydrogène (AeH2) (Espagne)

Accord de parrainage entre l'ONUUDI et AeH2 concernant une manifestation organisée lors de la COP 27 intitulée « Future Energy – Green Hydrogen » (L'hydrogène vert, énergie de demain), signé les 28 octobre et 4 novembre 2022.

APPENDICE H

PRÉSENTATIONS DE PAYS/SÉMINAIRES ORGANISÉS PAR LES BUREAUX DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA TECHNOLOGIE EN 2022

Lieu	Pays ou région concerné(e)	Nombre de présentations
Afrique du Sud (1 manifestation sur 2 en ligne)	Afrique	2
Allemagne (3 manifestations sur 20 en ligne)	Afrique	3
	Afrique du Sud	2
	Côte d'Ivoire	2
	Égypte	1
	Kenya	1
	Nigéria	5
	Somalie	1
	Soudan	4
Zambie	1	
Autriche (2 manifestations sur 2 en présentiel)	Afrique	1
	Asie	1
Bahreïn (14 manifestations sur 30 en ligne)	Arabie saoudite	1
	Bahreïn	23
	Iraq	1
	Jordanie	1
	Monde	3
Soudan	1	
Canada (en présentiel)	Afrique	1
Chine (1 manifestation sur 24 en ligne et 13 selon des modalités hybrides)	Allemagne	1
	Chine	15
	Éthiopie	1
	Monde	6
Sri Lanka	1	
Côte d'Ivoire (4 manifestations sur 4 en présentiel)	Afrique	1
	Côte d'Ivoire	3
Cuba (2 manifestations sur 2 en présentiel)	Cuba	2
Égypte (en présentiel)	Égypte	1
Émirats arabes unis (1 manifestation sur 7 selon des modalités hybrides)	Afrique	1
	Émirats arabes unis	3
	Monde	2
	Pays arabes	1
Espagne (2 manifestations sur 2 en ligne)	Monde	2
Fédération de Russie (3 manifestations sur 53 en ligne)	Arménie	4
	Azerbaïdjan	3

Lieu	Pays ou région concerné(e)	Nombre de présentations
	Bélarus	4
	Brésil	1
	Chine	3
	Émirats arabes unis	1
	Fédération de Russie	11
	Inde	3
	Indonésie	1
	Iran (République islamique d')	1
	Iraq	1
	Kazakhstan	4
	Kirghizistan	3
	Mexique	1
	Monde	2
	Ouzbékistan	3
	Portugal	1
	République arabe syrienne	1
	Sri Lanka	1
	Tadjikistan	3
	Türkiye	1
Italie (24 manifestations sur 59 en ligne et 1 selon des modalités hybrides)	Botswana	5
	Cuba	8
	Égypte	3
	Émirats arabes unis	1
	Éthiopie	5
	Iraq	13
	Jordanie	2
	Kazakhstan	2
	Kenya	7
	Maroc	3
	Pérou	3
	Somalie	7
Japon (18 manifestations sur 34 en ligne et 1 selon des modalités hybrides)	Afrique	2
	Afrique de l'Ouest	1
	Amérique latine et Caraïbes	1
	Bangladesh	10
	Cameroun	1
	Côte d'Ivoire	1
	Cuba	1
	Jordanie	1
	Maurice	3
	Monde	4
	Népal	1
	Ouganda	2
	Ouzbékistan	1
	Petits États insulaires en développement	1
	Sri Lanka	2
	Tadjikistan	1
	Türkiye	1

Lieu	Pays ou région concerné(e)	Nombre de présentations
Jordanie (en présentiel)	Pays arabes	1
Kenya (en présentiel)	Kenya	1
Maroc (3 manifestations sur 5 en ligne)	Côte d'Ivoire	1
	Maroc	3
	Sénégal	1
Mexique (en présentiel)	Cuba	1
Niger (en présentiel)	Afrique	1
Nigéria (2 manifestations sur 6 en ligne)	Afrique	2
	Nigéria	4
Ouganda (2 manifestations sur 2 en présentiel)	Afrique subsaharienne	1
	Ouganda	1
Pérou (1 manifestation sur 2 selon des modalités hybrides)	Pérou	2
République de Corée (2 manifestations sur 6 en ligne et 1 selon des modalités hybrides)	Asie	2
	Inde	1
	Monde	2
	Pérou	1
Somalie (en présentiel)	Somalie	1
Soudan (2 manifestations sur 2 en présentiel)	Pays arabes	1
	Soudan	1
Suisse (en présentiel)	Nigéria	1
Total		270

APPENDICE I

REPRÉSENTATION HORS SIÈGE

Au 31 décembre 2022

	DRO	ROBR	ROBP	P4	RPO	AN	AN_DIR	ASG	AA	Total
AFRIQUE										
Afrique du Sud						1		2		3
Burkina Faso										
Cameroun			1					2	1	4
Côte d'Ivoire			1			1		2		4
Éthiopie						1		2		3
Ghana								1		1
Guinée					1			1		2
Kenya				1		1		2	1	5
Madagascar					1			1		2
Mali					1					1
Mozambique					1	1				2
Nigéria	1					2		4		7
Ouganda					1					1
République démocratique du Congo					1			2		3
République-Unie de Tanzanie						1		2		3
Rwanda					1					1
Sénégal			1					2		3
Sierra Leone					1			1		2
Togo*										
Zimbabwe					1					1
TOTAL	1		3	1	9	8		24	2	48
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES										
vie (État plurinational de)										
Brésil						1		1		2
Colombie			1					2		3
Cuba*										
Équateur					1					1
Mexique						1		3		4
Nicaragua					1					1
Uruguay			1					2		3
TOTAL		1	1		2	2		8		14
ASIE ET										
PACIFIQUE										
Afghanistan					1					1
Bangladesh					1					1
Cambodge					1					1
Chine		1						3		4

	DRO	ROBR	ROBP	P4	RPO	AN	AN_DIR	ASG	AA	Total
Inde		1						3		4
Indonésie								2		2
(République islamique d')					1			2		3
Pakistan					1			2		3
Philippines					1			2		3
République démocratique populaire lao					1					1
Sri Lanka*										
Thaïlande						1		3		4
Viet Nam					1			2		3
TOTAL		2			8	1		19		30
EUROPE ET ASIE CENTRALE										
Arménie					1					1
Kirghizistan										
Türkiye							1	1		2
Ukraine*										
TOTAL					1		1	1		3
PAYS ARABES										
Algérie					1			2		3
Égypte						1		3	1	5
Jordanie					1					1
Liban			1					1		2
Maroc					1			2		3
Soudan					1			2		3
Tunisie								1		1
TOTAL			1		4	1		11	1	18
TOTAL GÉNÉRAL	1	3	5	1	24	12	1	63	3	113

	DIR	C	SPI	ANP	AN	EPI	RCC	AA	EPIC	ASG	Total
Bureaux de promotion des investissements et de la technologie											
Allemagne (Bonn)	0	1	0	0	0	2	0	0	2	2	7
Bahreïn (Manama)	0	1	1	0	3	0	0	0	0	3	8
Chine (Beijing)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Chine (Shanghai)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie (Rome)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Japon (Tokyo)	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	4
Nigéria (Lagos)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
République de Corée (Séoul)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	<i>DIR</i>	<i>C</i>	<i>SPI</i>	<i>ANP</i>	<i>AN</i>	<i>EPI</i>	<i>RCC</i>	<i>AA</i>	<i>EPIC</i>	<i>ASG</i>	<i>Total</i>
Centre pour la coopération internationale industrielle											
Fédération de Russie (Moscou)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Personnel engagé au titre de fonds de coopération technique et/ou d'autres fonds											
TOTAL	1	5	1	0	5	2	0	0	4	7	25
TOTAL GÉNÉRAL (PERSONNEL DES BUREAUX HORS SIÈGE) (membres du personnel)											138

	<i>DRO</i>	<i>ROBR</i>	<i>ROBP</i>	<i>P4</i>	<i>RPO</i>	<i>AN</i>	<i>AN_dir</i>	<i>ASG</i>	<i>AA</i>	<i>Total</i>
Points focaux de l'ONUDI*										
Cuba										1
Sri Lanka										1
Togo										0
Ukraine										1
Total (points focaux représentant l'ONUDI dans des bureaux hors Siège)										3

* L'appendice J ne prend pas en compte les points focaux, qui ne sont pas membres du personnel permanent.

AA	Administrateur auxiliaire
AN	Administrateur national
AN_DIR	Administrateur national/Directeur
ANP	Administrateur national de projet
ASG	Agent des services généraux
C	Chef
DIR	Directeur
DRO	Directeur et représentant de l'ONUDI
EPI	Expert de la promotion des investissements
EPIC	Expert de la promotion des investissements et Chef adjoint
RCC	Responsable de la gestion des connaissances et de la communication
ROBP	Représentant de l'ONUDI dans un bureau de pays
ROBR	Représentant de l'ONUDI dans un bureau régional
RPO	Représentant de pays de l'ONUDI
SPI	Spécialiste de la promotion des investissements

APPENDICE J

VUE D'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'ONUDI

Tableau 1
Effectifs au 31 décembre 2022 et du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

	Au 31 décembre 2022	De janvier à décembre 2022
Fonctionnaires		
<i>Fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>		
Fonctionnaires essentiels (série 100)	203	212
Fonctionnaires non essentiels (série 200)	78	80
Total partiel (fonctionnaires recrutés sur le plan international)	281	292
<i>Fonctionnaires recrutés sur le plan local</i>		
Administrateurs recrutés sur le plan national (NO)	48	49
Agents des services généraux (série 100)	320	327
Agents des services généraux engagés pour une période de courte durée (série 300)	35	40
Total partiel (fonctionnaires recrutés sur le plan local)	403	416
Nombre total d'employés ayant le statut de fonctionnaire	684	708
<i>Experts et consultants</i>		
Titulaires de contrats de service individuels recrutés sur le plan international	480	807
Titulaires de contrats de service individuels recrutés sur le plan local	1 130	1 665
Nombre total de titulaires de contrats de service individuels	1 610	2 472
Total des effectifs de l'ONUDI	2 294	3 180

Tableau 2
Fonctionnaires recrutés sur le plan international par classe,
lieu d'affectation et sexe
au 31 décembre 2022

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de promotion des investissements et de la technologie			Bureaux de liaison ¹			Total général		
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total
Fonctionnaires essentiels (série 100 du Règlement du personnel)															
DG					1	1							0	1	1
D-2				1	3	4							1	3	4
D-1	1	2	3	1	11	12				1	1		2	14	16
P-5	1	9	10	18	31	49				1	1		19	41	60
P-4	1	1	2	33	42	75							34	43	77
P-3				10	27	37							10	27	37
P-2				4	3	7							4	3	7
P-1				1		1							1	0	1
Total partiel (série 100)	3	12	15	68	118	186				2	2		71	132	203
Fonctionnaires non essentiels (série 200 du Règlement du personnel)															
L-6					2	2	1	3	4				1	5	6
L-5	1	4	5		2	2			0				1	6	7
L-4				1	7	8	1	2	3				2	9	11
L-3	1	5	6	12	10	22	1	2	3				14	17	31
L-2	3	1	4	5	11	16	1		1				9	12	21
L-1			0	1	1	2			0				1	1	2
Total partiel (série 200)	5	10	15	19	33	52	4	7	11				28	50	78

¹ Les bureaux de liaison se trouvent à Bruxelles, Genève et New York.

Tableau 3
Fonctionnaires recrutés sur le plan local par classe,
lieu d'affectation et sexe
au 31 décembre 2022

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de promotion des investissements et de la technologie			Bureaux de liaison ¹			Total général		
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total
Fonctionnaires essentiels (série 100 du Règlement du personnel)															
NO-4	11	16	27				1	1	2				12	17	29
NO-3	4	8	12					1	1				4	9	13
NO-2		1	1				1		1				1	1	2
NO-1			0				2	2	4				2	2	4
Total partiel (NO)	15	25	40	0	0	0	4	4	8	0	0	0	19	29	48
G-6	12	4	16	63	24	87				1		1	76	28	104
G-5	16	1	17	33	37	70	1		1	1		1	51	38	89
G-4	3	6	9	13	37	50	3		3		1	1	19	44	63
G-3		22	22		39	39	2	1	3			0	2	62	64
Total partiel (G)	31	33	64	109	137	246	6	1	7	2	1	3	148	172	320
Fonctionnaires non essentiels (série 300 du Règlement du personnel)															
G-5				4	2	6							4	2	6
G-4				11	7	18							11	7	18
G-3				6	5	11							6	5	11
Total partiel (série 300)				21	14	35							21	14	35

¹ Les bureaux de liaison se trouvent à Bruxelles, Genève et New York.

Tableau 4
 Nombre total d'employés ayant le statut de fonctionnaire
 par classe et sexe
 au 31 décembre 2022

	Femmes	Hommes	Femmes (%)	Hommes (%)	Total
DG		1	0,00	100,00	1
D-2	1	3	25,00	75,00	4
D-1	2	14	12,50	87,50	16
P-5	19	41	31,67	68,33	60
P-4	34	43	44,16	55,84	77
P-3	10	27	27,03	72,97	37
P-2	4	3	57,14	42,86	7
P-1	1		100,00	0,00	1
Total partiel (administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur)	71	132	34,98	65,02	203
G-6	76	28	73,08	26,92	104
G-5	55	40	57,89	42,11	95
G-4	30	51	37,04	62,96	81
G-3	8	67	10,67	89,33	75
Total partiel (G)	169	186	47,61	52,39	355
L-6	1	5	16,67	83,33	6
L-5	1	6	14,29	85,71	7
L-4	2	9	18,18	81,82	11
L-3	14	17	45,16	54,84	31
L-2	9	12	42,86	57,14	21
L-1	1	1	50,00	50,00	2
Total partiel (L)	28	50	35,90	64,10	78
NO-4	12	17	41,38	58,62	29
NO-3	4	9	30,77	69,23	13
NO-2	1	1	50,00	50,00	2
NO-1	2	2	50,00	50,00	4
Total partiel (NO)	19	29	39,58	60,42	48
Total général	287	397	41,96	58,04	684

Tableau 5
Experts et consultants titulaires de contrats de service individuels
entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de liaison ¹			Total général
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	
Non-fonctionnaires recrutés sur le plan international	74	197	271	122	86	208	1		1	480
Non-fonctionnaires recrutés sur le plan local	411	664	1 075	38	16	54	1		1	1 130
Total général	485	861	1 346	160	102	262	2		2	1 610
	83,60 %			16,27 %			0,12 %			

¹ Les bureaux de liaison se trouvent à Bruxelles, Genève et New York.

APPENDICE K

APPRENTISSAGE ET PERFECTIONNEMENT EN INTERNE (PERSONNEL DE L'ONUUDI)
Situation au 31 décembre 2022

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
I. Orientation pour le personnel du Siège et des bureaux hors Siège					
Gestion de la performance du personnel	En autodidacte	5	4	9	9,00
Total partiel		5	4	9	9,00
II. Formation et perfectionnement des cadres dirigeants					
Extended eCertificate in Leadership and Management	En autodidacte	0	1	1	1,5
Introduction à l'exercice déontologique des fonctions de direction	En autodidacte	0	1	1	3
Accompagnement professionnel individualisé du personnel de direction	Dirigé	0	1	1	6,00
Programme d'Oxford pour le perfectionnement des cadres supérieures (Oxford Women's Leadership Development Programme)	Dirigé	0	3	3	360,00
La pensée systémique au service du développement durable pour les personnes inscrites sur la liste des candidates et candidats retenus pour de futurs postes de coordonnateur résident ou de coordonnateur des opérations humanitaires	Dirigé	1	0	1	30,00
Une fonction porteuse de transformation : diriger les autres	En autodidacte	0	1	1	2,00
Une fonction porteuse de transformation : se diriger soi-même	En autodidacte	0	1	1	2,00
Cours de l'École des cadres du système des	Dirigé	0	3	3	133,50

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
Nations Unies sur les postes de direction, les femmes et l'ONU (Leadership, Women and the UN)					
Total partiel		1	11	12	538,00
III. Mise à niveau des compétences techniques					
Quatorzième conférence des représentantes et représentants des services d'audit interne des entités des Nations Unies et cinquante et unième réunion des représentantes et représentants des services d'audit interne des entités des Nations Unies et des institutions financières multilatérales	Dirigé	0	1	1	28,00
Dix-huitième édition de la table ronde sur l'évolution de carrière (Career Roundtable)	Dirigé	0	2	2	32,00
Vingt-deuxième Conférence des enquêteurs internationaux	Dirigé	0	1	1	15,00
Certificat de formation avancée à la passation de marchés publics (CIPS niveau 3)	Dirigé	1	0	1	160,00
Cycle de conversations avec des auditeurs chevronnés : le point de vue du conseil d'administration	Dirigé		1	1	1,00
Séance d'information destinée aux stagiaires sur les organes directeurs et le Groupe des 77 (plusieurs sujets)	Dirigé	1	3	4	14,00
Révision du budget dans SAP pour les projets de coopération technique	Dirigé	53	130	183	183,00
Établir des partenariats multipartites	En autodidacte	0	1	1	3,00
Stratégie relative aux activités d'appui (plusieurs modules)	En autodidacte	2		2	27,50

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
Coacher efficacement les autres	En autodidacte	0	1	1	2,00
La pratique du coaching à l'usage des spécialistes du coaching	Dirigé	0	1	1	8,00
L'analyse de données pour l'audit interne	Dirigé	0	1	1	1,00
Science des données et analyse prédictive	Dirigé	1	0	1	9,00
La gestion de projets efficace	En autodidacte et dirigé	1	0	1	50,00
Session d'apprentissage dans le cadre de la coopération UE-ONUUDI autour du système OPSYS (axée sur l'encodage des cadres logiques)	Dirigé	30	30	60	120,00
Certification sur les fondamentaux du développement durable	En autodidacte	1	0	1	15,00
Session d'information sur le recouvrement intégral des coûts	Dirigé	2	1	3	4,50
Principes de base de la passation de marchés	En autodidacte	0	1	1	2,00
Le huitième cycle de reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial	Dirigé	16	7	23	46,00
Manuel des subventions : vue d'ensemble et débat ouvert	Dirigé	11	39	50	75,00
Les investissements à impact	En autodidacte	0	2	2	20,00
L'industrie 4.0	En autodidacte	2	0	2	35,00
Certification d'évaluateur ou d'évaluatrice sur l'industrie 4.0	Dirigé	1	0	1	64,00
Innovation et technologie	Dirigé	1	0	1	64,00
Gestion de l'innovation	En autodidacte	1	1	2	35,00
Cadre intégré de résultats et de performance	En autodidacte	41	63	104	104,00
Commerce international et alliances	En autodidacte	1	0	1	2,50

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
commerciales					
Statistiques du commerce international de marchandises	En autodidacte	1	0	1	30,00
Introduction à l'innovation	En autodidacte	1	2	3	9,00
Certificat d'introduction à la passation de marchés publics (CIPS niveau 2)	Dirigé	1	0	1	160,00
Échange de connaissances sur le contrôle interne (session d'automne 2022)	Dirigé	0	2	2	10,00
Gestion de centres de formation professionnelle	En autodidacte et dirigé	1	0	1	60,00
Développement des systèmes de marché	Dirigé	8	5	13	240,00
Compétences en rédaction professionnelle	Dirigé	7	11	18	90,00
Cadre d'assurance de la qualité	En autodidacte	27	41	68	68,00
Infrastructure du contrôle de la qualité et commerce	En autodidacte	0	1	1	25,00
Gestion de la qualité	En autodidacte	1	0	1	22,50
Remodeler des données complexes pour produire des graphiques pertinents : introduction rapide à l'utilisation des outils du logiciel R du tidyverse	Dirigé	0	1	1	8,00
Formation SAP pour le traitement des paiements et l'établissement de rapports	Dirigé	74	182	256	512,00
Réussir l'audit de la culture d'entreprise	Dirigé	0	1	1	1,00
Durabilité et droit européen des marchés publics	Dirigé	0	1	1	15,00
L'évolution du cadre de référence international des pratiques professionnelles	Dirigé	0	1	1	1,00
Le nouveau logiciel de	Dirigé	5	35	40	40,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
gestion des documents eCourier					
L'Accord de Paris sur les changements climatiques, un programme de développement	Dirigé	0	1	1	36,00
Guide d'introduction aux fondamentaux des objectifs de développement durable (SDG Primer)	En autodidacte	1	0	1	3,50
Le modèle de leadership du système des Nations Unies	En autodidacte	0	1	1	2,00
Formation sur la promotion de l'industrie verte et les investissements verts dans les infrastructures industrielles	Dirigé	2	0	2	64,00
Le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	En autodidacte	1	0	1	25,00
Total partiel		296	571	867	2 542,50
IV. Mise à jour des méthodes de conception et de gestion des activités de coopération technique					
Utiliser les données relatives au genre pour l'analyse, la communication et l'élaboration de politiques dans le cadre du suivi de la réalisation des objectifs de développement durable et au-delà	En autodidacte	1	0	1	10,00
Total partiel		1	0	1	10,00
V. Formation à l'informatique					
Contrôles informatiques et rôle de l'analyse des données	Dirigé	0	1	1	1,00
Principes fondamentaux de la sécurité des systèmes SAP (ADM900)	En autodidacte	1	0	1	8

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
Concept d'autorisation pour SAP S/4 HANA et SAP Business Suite (ADM940)	En autodidacte	1	0	1	12
Concept d'autorisation pour SAP Fiori et SAP S/4 HANA (ADM945)	En autodidacte	1	0	1	8
Gestion sécurisée du système SAP (ADM950)	En autodidacte	1	0	1	8
Module du programme ITIL 4 sur la stratégie numérique et informatique	En autodidacte	0	1	1	30,00
Formation pour devenir un utilisateur ou une utilisatrice privilégiée de Microsoft Teams	Dirigé	48	85	133	240,75
Mise à jour SPS 05 de SAP HANA 2.0	En autodidacte	1	0	1	160,00
Suivi de la performance de SAP HANA	En autodidacte	1	0	1	2,00
Application Test Suite pour SAP Solution Manager	En autodidacte	1	0	1	16,00
Cours de l'ONUDI sur la sensibilisation à la cybersécurité ¹	En autodidacte	682	547	1261	1 261,00
Total partiel		737	634	1403	1 746,75
VI. Mise à niveau des compétences générales					
Évaluation des compétences numériques et de la capacité d'adaptation + atelier	Dirigé	21	9	30	120,00
Atelier du Laboratoire d'innovation sur le quotient d'adaptabilité	Dirigé	4	3	7	28,00
Combattre le racisme	Dirigé	7	20	27	67,50
Combattre la stigmatisation liée aux problèmes de santé mentale	En autodidacte	1	0	1	3,00
Réunion annuelle du Réseau Déontologie des organisations multilatérales	Dirigé	0	1	1	32,00
Des limites pour	Dirigé	20	43	63	126,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
s'épanouir au travail et dans la vie					
Renforcer la résilience face au changement	En autodidacte	0	1	1	2,00
Formation à la communication	Dirigé	0	2	2	32,00
Conversations courageuses	En autodidacte	0	1	1	0,50
Déléguer des tâches (parties 1 et 2)	En autodidacte	0	2	2	4,00
Formation à l'intégration des questions de genre (Département du développement de l'agribusiness)	Dirigé	13	18	31	31,00
Donner des moyens d'agir aux témoins actifs	Dirigé	6	21	27	40,50
Cours sur la gestion des risques institutionnels	En autodidacte	3	3	6	180,00
Égalité et autonomisation des femmes pour une croissance inclusive et durable dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes	Dirigé	0	7	7	56,00
Prise de décisions conformes à la déontologie	En autodidacte	0	1	1	3,00
Déontologie et intégrité	En autodidacte	40	48	88	176,00
Sensibilisation à la fraude	Dirigé	36	32	68	68,00
Tenir des conversations difficiles	En autodidacte	0	1	1	2,00
Prévention du harcèlement (parties 1 et 2)	Dirigé	34	56	90	112,50
Je connais le genre (modules fondamentaux)	En autodidacte	35	51	86	215,00
Je connais le genre (Genre et développement industriel durable)	En autodidacte	9	11	20	23,00
Introduction à la gestion du changement	En autodidacte	0	1	1	2,00
Diriger des réunions avec efficacité	En autodidacte	0	2	2	4,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/ Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
Diriger par la communication	En autodidacte	0	1	1	2,00
Tirer parti de la diversité sur le lieu de travail	En autodidacte	0	1	1	2,00
Intégration des personnes LGBTQI+	Dirigé	4	9	13	26,00
Prendre des décisions efficaces	En autodidacte	0	1	1	2,00
Gérer les émotions : introduction à l'intelligence émotionnelle	En autodidacte	0	1	1	2,00
Gérer les ressources financières	En autodidacte	0	2	2	4,00
Maîtriser l'art de l'écoute active	En autodidacte	0	1	1	2,00
Santé mentale et bien-être sur le lieu de travail	En autodidacte	1	0	1	3,00
Se motiver et motiver les autres : autonomie, relation et compétence	En autodidacte	0	1	1	2,00
Se motiver et motiver les autres : le principe de progrès	En autodidacte	0	1	1	2,00
Motivation et engagement	En autodidacte	1	0	1	0,50
Négocier en toute conscience : explorer son grenier cérébral	En autodidacte	0	1	1	2,00
Négocier en toute conscience : conseils pour la salle de négociation	En autodidacte	0	1	1	2,00
Formation des nouveaux points focaux pour les questions d'égalité des sexes (rôles, responsabilités et intégration des questions de genre dans les projets)	Dirigé	9	13	22	22,00
Surmonter les préjugés inconscients	En autodidacte	0	1	1	1,50
Bien-être personnel et épanouissement dans ses fonctions de chef	En autodidacte	1	0	1	3,00
Évoluer dans sa carrière à l'Organisation des Nations Unies	En autodidacte	0	1	1	2,00
Des limites raisonnables	Dirigé	22	13	35	70,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
pour votre équipe et pour vous-même					
Résoudre les conflits	En autodidacte	0	1	1	2,00
Retour au bureau en douceur	Dirigé	10	39	49	98,00
Retour au bureau en douceur (pour les chefs)	Dirigé	11	6	17	34,00
Soutenir un ou une collègue en mauvaise santé mentale	En autodidacte	1	0	1	3,00
Activité de cohésion (Division des partenariats pour le climat et la technologie)	Dirigé	5	7	12	48,00
L'avenir des conférences et des réunions dans le système des Nations Unies	Dirigé	8	19	27	81,00
Le pouvoir de l'empathie et le sentiment d'appartenance	Dirigé	11	17	28	77,00
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : le système des filières (plusieurs modules)	En autodidacte	4	0	4	2,00
Bienvenue à l'Organisation des Nations Unies	En autodidacte	0	1	1	4,00
Total partiel		317	472	789	1 827,00
VII. Équilibre entre vie professionnelle et vie privée, méditation et santé					
Session d'information sur l'aménagement des modalités de travail	Dirigé	143	286	429	429,00
Total partiel		143	286	429	429,00
VIII. Bien-être du personnel					
Sensibilisation aux questions de sécurité (BSAFE) ²	En autodidacte	96	68	166	332,00
Total partiel		96	68	166	332,00
IX. Formation linguistique					
	Dirigé	32	58	90	4 208,00
Total partiel		32	58	90	4 208,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/Dirigé	Genre des personnes participantes		Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
		Hommes	Femmes		
X. Autres					
Plateforme d'apprentissage en ligne LinkedIn Learning (cours en autodidacte) ³	En autodidacte	121	136	283	607,02
Total partiel		121	136	283	607,02
TOTAL GÉNÉRAL		1 749	2 240	4 049⁴	12 249,27

¹ Préfère ne pas divulguer son genre/inconnu : 32

² Préfère ne pas divulguer son genre/inconnu : 2.

³ Préfère ne pas divulguer son genre/inconnu : 26.

⁴ Le total inclut les personnes participantes recensées dans les notes de bas de page 1 à 3.

APPENDICE L

STATISTIQUES INDUSTRIELLES

<i>Publications statistiques</i>	<i>Description</i>
International Yearbook of Industrial Statistics 2022	Ce rapport est la principale publication statistique de l'ONU DI. Il présente un instantané de l'état actuel des secteurs industriels dans le monde, notamment un compte rendu complet des répercussions qu'a eues la pandémie de COVID-19 sur différentes régions et industries et de la reprise qui a suivi. Cette version remaniée contient un chapitre thématique qui changera chaque année. En 2022, ce chapitre est consacré au rôle de l'industrie dans le développement durable des pays les moins avancés (PMA). La publication est disponible à l'adresse suivante : https://stat.unido.org/content/publications/-international-yearbook-of-industrial-statistics-2022 (en anglais).
World Manufacturing Production – Statistiques trimestrielles pour le quatrième trimestre 2021 et les premier, deuxième et troisième trimestres 2022	Ce rapport trimestriel fournit des statistiques sur les tendances actuelles de l'industrie mondiale et en présente une brève analyse. Il s'appuie sur les indices de la production industrielle de chaque pays. Il est disponible à l'adresse suivante : http://stat.unido.org/ (en anglais).
World Manufacturing Production – Statistiques mensuelles d'octobre à décembre 2021 et de janvier à septembre 2022	Ce rapport mensuel fournit des statistiques sur les tendances actuelles de l'industrie mondiale. Il s'appuie sur les indices mensuels de la production industrielle et il est disponible à l'adresse suivante : http://stat.unido.org/ (en anglais).
Rapport d'étape sur la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9 en Amérique latine et dans les Caraïbes	Ce rapport présente une vue d'ensemble des progrès accomplis par les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la réalisation de l'objectif 9 (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable et encourager l'innovation). Il met également en évidence les domaines dans lesquels les pays de la région ont progressé pour favoriser la mise en commun de connaissances et de bonnes pratiques, en partant du principe que l'industrie a le pouvoir de transformer le modèle de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes. La publication est disponible à l'adresse suivante : https://stat.unido.org/content/publications/progress-report-on-the-implementation-of-sdg-9-in-latin-america-and-the-caribbean (en anglais et en espagnol).

<i>Bases de données en ligne</i>	<i>Description</i>
Éditions 2022 des bases de statistiques industrielles de l'ONUDI (INDSTAT)	Ces produits statistiques numériques réunissent des statistiques industrielles essentielles au niveau le plus détaillé de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI). Leurs interfaces conviviales facilitent le référencement des métadonnées ainsi que la recherche, l'exportation et l'exploitation des données. Ces bases de données sont disponibles à l'adresse suivante : http://stat.unido.org/ .
Base de statistiques industrielles couvrant les classes à 2 chiffres de la CITI (troisième version révisée) (INDSTAT2)	Cette base de données contient des données ventilées sur le secteur manufacturier. INDSTAT2 est la seule base à permettre une analyse approfondie de la transformation structurelle des économies au fil du temps. Elle couvre les classes à 2 chiffres de la CITI (troisième version révisée), soit 23 secteurs manufacturiers.
Base de statistiques industrielles couvrant les classes à 3 et 4 chiffres de la CITI (troisième et quatrième versions révisées) (INDSTAT4)	Cette base de données contient des données très ventilées sur le secteur manufacturier pour la période allant de 1990 à aujourd'hui. Elle couvre les classes à 3 et 4 chiffres de la CITI (troisième et quatrième versions révisées) concernant l'industrie manufacturière, soit plus de 150 secteurs et sous-secteurs manufacturiers.
Base de données sur l'équilibre entre l'offre et la demande industrielles (ISDB), couvrant les classes à 4 chiffres de la CITI	Cette base de données contient des données sur la production et sur les activités liées au commerce – importations, exportations et consommation apparente. Elle couvre les classes à 4 chiffres de la CITI (troisième et quatrième versions révisées) concernant le secteur manufacturier, soit 127 catégories d'activités manufacturières pour la troisième version révisée et 137 pour la quatrième version révisée.
Base de données statistiques sur l'industrie extractive et les services collectifs de distribution (MINSTAT), couvrant les classes à 2 et 3 chiffres de la CITI (troisième et quatrième versions révisées)	Cette base de données contient des données très ventilées sur les secteurs de l'industrie extractive et des services collectifs de distribution pour la période allant de 1990 à aujourd'hui. Elle couvre les classes à 3 et 4 chiffres de la CITI (troisième et quatrième versions révisées) concernant les secteurs de l'industrie extractive, y compris l'extraction en carrière, et des secteurs de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, soit plus de 20 secteurs et sous-secteurs.
Base de données des comptes nationaux	Cette base de données contient des données agrégées au niveau des pays, des régions et des groupes de pays sur plusieurs indicateurs des comptes nationaux liés à l'activité industrielle. Elle permet d'extraire des données pour une période donnée, située entre 1990 et l'année la plus récente disponible, exprimées en dollars des États-Unis courants ou constants.
Base de données sur la performance compétitive de l'industrie (CIP)	Cette base de données présente l'indice de la performance compétitive de l'industrie et les indicateurs qui s'y rapportent, par pays. Cet indice permet d'établir un classement d'environ 150 pays et économies en fonction de leurs résultats, à partir d'un ensemble d'indicateurs destinés à évaluer leur capacité à produire et à exporter des biens manufacturés de manière compétitive.
Indice trimestriel et mensuel de la production industrielle (IIP) couvrant les classes à 2 chiffres de la CITI	Ces bases de données présentent l'indice de la production industrielle, qui mesure la production brute en termes réels, sans fluctuation de prix. Elles

<i>Bases de données en ligne</i>	<i>Description</i>
(quatrième version révisée)	permettent de suivre les tendances les plus récentes de l'activité industrielle et couvrent les classes à 2 chiffres de la CITI (quatrième version révisée).
Plateforme de données sur la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9	Cette base de données contient des données sur les indicateurs de l'objectif 9 relatifs à l'industrie, dont l'ONUDI est responsable de la réalisation. La plateforme est disponible à l'adresse suivante : https://stat.unido.org/sdg .
Plateforme de données sur les tendances les plus récentes	Cette plateforme de données statistiques fournit une vue d'ensemble sur les tendances les plus récentes de la production industrielle. Ces données récentes sont disponibles à l'adresse suivante : https://stat.unido.org/latest_trends .

APPENDICE M

BUDGÉTISATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS
INDICATEURS DE RÉSULTATS¹

Au 31 janvier 2023

Résultat 1. Politiques et stratégies de développement industriel inclusif et durable et de réalisation des objectifs de développement durable

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022</i>	<i>Cible du programme et des budgets 2022-2023</i>
CPO.1 : Forums mondiaux, ateliers, réunions de groupes d'experts et manifestations parallèles organisés	976	400
CPO.2 : Nombre de mécanismes interinstitutions des Nations Unies auxquels l'ONUDI a participé	83	44
CPO.3 : Réseaux et plateformes de dimension internationale dont l'ONUDI assure les fonctions de secrétariat	34	17
NOO.1 : Activités normatives auxquelles l'ONUDI a participé	101	50
PAO.1 : Stratégies industrielles et documents d'orientation sur l'industrie établis	154	100
PAO.2 : Analyses et études statistiques publiées	262	200
POL.1 : Politiques nouvelles ou révisées adoptées	55	30
POL.2 : Nouvelles normes adoptées ou appliquées	30	15
POL.3 : Lignes directrices adoptées par les acteurs concernés	288	80
POR.7 : Nombre d'équipes de pays des Nations Unies auxquelles l'ONUDI a participé	103	85

*Résultat 2. Écosystèmes industriels favorables**Remarque : Les « acteurs » mentionnés dans le résultat 2 désignent des institutions intermédiaires.*

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022</i>	<i>Cible du programme et des budgets 2022-2023</i>
BUS.2 : Acteurs mettant au point de nouveaux produits	73	20
GOV.1 : Institutions créées ou renforcées	385	120
GOV.2 : Acteurs évoluant dans des environnements plus collaboratifs	416	250
INV.1 : Propositions prêtes à être présentées à des investisseurs	15	15
INV.2 : Projets ou entreprises ayant bénéficié d'un financement	46	50
INV.3 : Nouveaux investissements levés (en dollars É.-U.)	866 431 164	200 000 000
KASA.2 : Acteurs ayant acquis des compétences ou des capacités	711	1 000
TEC.1 : Nouvelles technologies mises au point ou adaptées	18	20

Résultat 3. Entreprises innovantes, inclusives et durables

Remarque : Les « acteurs » mentionnés dans le résultat 3 désignent les entreprises, y compris les entreprises unipersonnelles.

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022</i>	<i>Cible du programme et des budgets 2022-2023</i>
BUS.1 : Entreprises ayant amélioré leurs pratiques de gestion	6 057	1 500
BUS.2 : Acteurs mettant au point de nouveaux produits	1 353	1 000
BUS.3 : Start-ups créées	650	700
INV.1 : Propositions prêtes à être présentées à des investisseurs	2 129	300
INV.2 : Projets ou entreprises ayant bénéficié d'un financement	212	40
INV.3 : Nouveaux investissements levés (en dollars É.-U.)	\$ 40 840 593	\$ 2 000 000
KASA.2 : Acteurs ayant acquis des compétences et des capacités (entreprises)	16 932	3 000
KASA.2 : Acteurs ayant acquis des compétences et des capacités (individus)	55 526	50 000
TEC.1 : Nouvelles technologies mises au point ou adaptées	226	50
TEC.2 : Nombre de pays ayant adopté de nouvelles technologies	29	40
TEC.3 : Nouvelles technologies adoptées	443	300

Résultat 4. Gestion stratégique efficace axée sur les résultats

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022</i>	<i>Cible du programme et des budgets 2022-2023</i>
CPO.4 : Nombre d'interventions ou de programmes conjoints menés avec des entités des Nations Unies	170	110
CPO.5 : Nombre d'interventions (projets/programmes) menées en partenariat avec des organismes n'appartenant pas au système des Nations Unies	107	105
EIO.1 : Pourcentage de plans d'action en matière de gestion ou de recommandations issues des audits internes et des évaluations mis en œuvre dans les délais	68	60 %
POR.2 : Ventilation des nouveaux descriptifs de programme/projet satisfaisant aux critères de qualité lors de leur évaluation	54	70 %
POR.3 : Nombre de projets, programmes de pays et PCP en cours	708	750
POR.4 : Pourcentage de programmes/projets dont la qualité a été jugée satisfaisante à leur achèvement ²		90 %
POR.5a : Pourcentage de programmes/projets, par catégorie définie dans le marqueur de genre	41	45 %
POR.6 : Transparence (selon les critères de l'IITA)	65	53 %

Résultat 5. Excellence des services et opérations internes

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>résultat pour 2022</i>	<i>Cible du programme et des budgets 2022-2023</i>
EXP.1 : Taux d'utilisation des ressources financières du budget ordinaire	64	Budget approuvé par la Conférence générale
EXP.2.1 : Activités de coopération technique : dépenses	180	219
FIN.1 : Ressources financières ordinaires : montant total du budget global approuvé	59	167
FIN.2 : Contributions volontaires : montant net approuvé	201	167
FIN.3.a : Dépenses d'appui aux programmes recouvrées (%)	10	12
FIN.3 : Dépenses d'appui aux programmes recouvrées (en millions d'euros par an)	EUR 20	EUR 19,8
HRM.1.1 : Composition du personnel de l'ONUDI : composition du personnel essentiel par catégorie	571	Conformément au programme et aux budgets 2022-2023
HRM.2.1 : Taux de diversité géographique du personnel essentiel	59	60-65 %
HRM.2.2 : Taux de diversité géographique de l'ensemble du personnel de l'ONUDI	81	75-80 %
OPM.1 : Délais d'approvisionnement	100	60 %
OPM.3 : Efficacité opérationnelle de l'informatique	99	90 %

¹ Ces données et informations ont servi de base aux infographies qualitatives présentées dans le Rapport annuel 2022.

² La valeur obtenue pour l'exercice biennal sera communiquée en 2023.